

LE PEUPLE BRETON

3f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

L'ITINÉRAIRE
d'ALAN STIVELL

N° 171
FÉVRIER 1978

ELECTIONS LEGISLATIVES :

DEHORS LES NOTABLES !



Yvon Bourges, avec Alexis Gourvennec et le sous-préfet de Saint-Malo

nantes poche le guide de vos loisirs

HEBDOMADAIRE

cinéma
spectacles
expositions
restaurants

2.F

chaque mercredi

chaque
mercredi

**NANTES
POCHE**



DÉPARTEMENT PROFESSIONNEL
DE LA S.A. NÉDÉLEC RADIO-SELL

161, rue J.-Jaurès - 29200 BREST
Tél. 44.32.79 - 44.84.65

Radio-Téléphone — Recherches de personnes — Sonorisation — Musique d'ambiance
Interphone — Répondeurs Téléphoniques — Laboratoires de langues — Machines à dicter
TV en circuit fermé — Caméras de télévision — Magnétoscopes — Locations diverses
Méthodes et matériels audio-visuels

CAFE DES MOUETTES
GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

BAR-TABACS

Résultats sportifs

« **CHEZ ALAIN** »

LANNION

Tél. : 37.02.92

KABIGS, CABANS, MARINIÈRES,
DUFFLE-COATS, VESTES 3/4, MANTEAUX,
POUR DAMES, HOMMES & ENFANTS
GRANDE TAILLE A LA DEMANDE

BREIZH KABIGS

MAISON Y. LE MEUR

247, rue J.-Jaurès - BREST

PRIX — QUALITE — CHOIX

Tél. 02.26.69

ker blues

DISQUES
import direct

pop rock
folk jazz

la seule maison de disques
tenue par des musiciens

4 rue du télégraphe brest
tél. (98) 44 20 95

Bacchus

10, rue Charles-Berthelot
BREST

Bières, vins et alcools à emporter

LIBRAIRIE LE TROADEC
imprimerie - papeterie
TIRAGES de plans

1, av. de la gare, CARHAIX
tél. 93.00.04

agence de voyage
kerfant LIC. B 631.71

« LE PEUPLE BRETON »
Mensuel

Boite Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS

Ordinaire : 30 F

De soutien : à partir de 50 F

Etranger : 40 F

Etranger (par avion) : 55 F
C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse
nous demandons à nos abonnés de
nous écrire en joignant ou en
recopiant leur dernière bande d'expé-
dition du journal et en joignant 2,00 F
en timbres pour frais. Merci d'avance.

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

CHAQUE NUMÉRO EST UN COMBAT

Que vous l'ayez trouvé dans votre boîte aux lettres, acheté chez votre marchand de journaux ou auprès d'un militant, le PB est arrivé, une fois de plus. Pas de surprise : notre journal sort régulièrement chaque mois, sans faille en quatorze ans d'existence. Une routine quoi !

Eh bien, que l'on se détrompe. Croire que la sortie du P.B. ne pose jamais de problèmes serait méconnaître son caractère purement militant. Les articles (militants eux aussi) arriveront-ils à temps ? Notre minuscule équipe rédactionnelle sera-t-elle ou non au complet ? La trésorerie nous donnera-telle le feu vert pour un numéro à 32 pages ?... Autant de questions, parmi bien d'autres, qui font de la publication de chaque numéro un petit combat en soi. Le mois dernier, l'affaire fut plus chaude, l'imprimerie qui édite le P.B. connaissant de très graves difficultés. Cette fois, le soutien est venu des travailleurs eux-mêmes qui ont tenu à sortir le journal alors qu'ils occupaient leur entreprise. Votre contribution n'est peut-être pas si spectaculaire que le soutien des ouvriers de l'Imprimerie Cornouaillaise ; elle n'en est pas moins indispensable à la vie et au progrès de votre journal.

10° LISTE :

M. Robert, Malestroit,	
Etrennes du P.B.	50,00 F
Cellule Sillon-Nord de l'U.D.B.	
fédé. 44	20,00 F
Yves R., Saint-Malo	20,00 F
Hervé L.H., Clamart (92)	10,00 F
Pierre B., St-Sébastien/Loire	20,00 F
Guillaume S.,	
Ris-Orangis (91)	20,00 F
Christine G., Lille (59)	20,00 F
Marguerite M., Concarneau	20,00 F
Denis D., Nantes	20,00 F
Bernard L.B., Plouézec	20,00 F
Jean-Pierre L.B., Fougères	20,00 F
Paul Combote, Morlaix ..	20,00 F

Marcel T., Maurepas (78)	70,00 F
Pol G., Pont-l'Abbé	20,00 F
Noella Diquélou, Trégunc	20,00 F
Alain G., Biarritz (64) ..	20,00 F
Jean M., Brest	20,00 F
Michel L.C.,	
L'Île-Saint-Denis (93) ..	20,00 F
Patrick L.M., Paris (18) ..	20,00 F
Daniel P., Brest	30,00 F
Michel Le Creff, Evreux ..	13,30 F
Annick S., Caen (14) ..	20,00 F
Patrice C., Brionne (27) ..	20,00 F
Alain L.G., Plougonvelin ..	20,00 F
Yannick Rospars, Trélazé ..	50,00 F
Francis A., Gueret (23) ..	20,00 F
Daniel M., Brest	20,00 F
Hervé Legrand, Quimper ..	20,00 F
Jean-Pierre L.R., Châteaulin	20,00 F
Yann-Ber P., Ploubalay ..	20,00 F
Michel D., Malakoff (92) ..	20,00 F
Armelle L. (Belgique) ..	10,00 F
Yves P., Lorient	20,00 F
Jean-Pierre S., Ploufragan	20,00 F
Stefan L.M.,	
Thonon-les-Bains (74) ..	20,00 F
Philippe M., Nanterre (92)	30,00 F
J.C. Tilly, Quesnoy	5,00 F
Yann-Ber Piriou, Lannion ..	10,00 F
Denise N., Huelgoat	20,00 F
Denis Sénéchal, Brest ..	20,00 F
André T., Rennes	20,00 F
Robert S., Quimper	70,00 F
A. Badis, Colombes (92) ..	20,00 F
Pierre R., Douarnenez ..	20,00 F
André C., Saint-Malo	20,00 F
Armand P., Malestroit ..	20,00 F
Muriel Dréano, Paris (18°)	20,00 F
Marie-José R., Lorient ..	20,00 F
Klaod Bossière, Quimper	12,50 F
Yvon R., Anglet (64)	20,00 F
Pierre J., Rennes	20,00 F
Michel R., Talence (34) ..	20,00 F
Yves C., Houilles (47) ..	20,00 F
Yves C., St-Rémy-	
les-Chevreuses (78)	20,00 F
Jean L., La Verpillère (38)	70,00 F
Rémy Béanto, Lovion (53)	20,00 F
Erwan L., Rennes	30,00 F
Jean-François L.M.,	
Argenteuil (95)	20,00 F
François R., Charenton (94)	70,00 F
Dominique R., Nantes ..	20,00 F
Jean C., Vienne (38)	20,00 F
M.L.F., Corlay	20,00 F
Alain G., Vincennes (94) ..	8,30 F
Yves P., Lorient	20,00 F
Jean-Yves C., Pont-Aven ..	20,00 F
Adrien M., Toulouse (31) ..	20,00 F
Yves Gergand, Séverac ..	10,00 F
Christ. Le Page, Couéron	10,00 F
Yves M.,	
Sobrie-le-Château (59) ..	20,00 F
Anne-Marie G., Plogonnec	70,00 F
Xavier Q.,	
Aix-en-Provence (13) ..	20,00 F
Maurice T., Brest	20,00 F
Jean-Yves B., Brest	70,00 F
A.E., Mauléon (64)	20,00 F
Anonyme, Paimpol	3,30 F
Breizh war zao,	
F. de L., Sèvres (92) ..	60,00 F
Jean-Christophe B.,	
Guipronvel	20,00 F
Paul C., Brest	20,00 F
Denis B., Plonéour-Lanvern	100,00 F
J. Claude A., Guidel	20,00 F
Un sympathisant,	
Hennebont	7,00 F
Anonymes, Lorient	4,00 F
Hubert P., Hongrie	5,00 F
Roger C., Plabennec	20,00 F

Total de la 10° liste 2038,40 F
Report des listes précéd. ... 23525,25 F

TOTAL .. 25563,65 F

SOMMAIRE

POLITIQUE

LA REVUE DES NOTABLES...	4
LE DESSIN DE FOURNIER.	5
LE R.P.R. A LE BONNET.	13
U.D.B. ET ÉLECTIONS.	16
LES CANDIDATS DE L'U.D.B.	17

ÉCONOMIE

L'AVENIR DES CONSERVÉRIES.	8
------------------------------------	---

SOCIAL

AGRICULTURE : NON A GISCARD.	11
L'IMPRIMERIE CORNOUAILLAISE.	12

RUBRIQUES

CHIFFRES POUR UN COMBAT.	9
IFFIG.	11
LA CARICATURE DU MOIS.	13
PB-SERVICE.	13
LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES.	14
LA VIE DE L'U.D.B.	19
FESTOU-NOS.	28

INTERNATIONAL

LA GUYANE.	20
PEUPLES OPPRIMÉS.	21

CULTURE

DISQUES.	22
LIVRES.	23
LANGUE BRETONNE.	24
HISTOIRE.	25
INTERVIEW D'ALAN STIVELL.	26
EMGLEO-BREIZ.	28

COURRIER DES LECTEURS ... 29

ÉDITORIAL ... 32

Composition mécanique — Lorient

Impr. de l'Iroise - Le Relicq-Kerhuon

Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387

Tirage : 10 000 ex. — Dépôt légal : 1^{er} trim.

Directeur de la publication : R. Leprohon

NOTABLES, DEHORS !

Bien sûr, beaucoup ont disparu, et non des moindres. Lombard reparti à ses rêves littéraires et à son train-train de sénateur ; Marcellin l'ancien ministre de l'Intérieur musclé et fanfaron ; Morice, noyé dans les marécages de la social-démocratie ; Pléven qui a atteint physiquement une limite d'âge que son comportement politique avait depuis longtemps dépassée ; Fréville livré maintenant à ses souvenirs ; lhuel, l'abbé Laudrein, morts avant la fin de leur mandat...

La Bretagne ne les pleurera pas, elle en a assez souffert. Déjà elle les oublie, qu'ils soient morts ou fossilisés tout vifs, eux qui ont vécu de sa prostitution. « Les protecteurs » de cette espèce on en avait plus qu'assez !

Seulement, les notables n'ont pas encore tous disparu, et même la carrière politique de certains ancêtres a suscité certaines envies, stimulé quelques ambitions, préparé des successions. A côté de quelques anciens qui tiennent encore à leur pouvoir, une nouvelle génération de notables bretons montre le bout du nez. Pour eux, le « choix l'étiquette » est de première importance, car, plus que les idées, c'est sa propre personne qu'il s'agit de promouvoir. Or les circonscriptions de Bretagne sont encore largement à droite, cinq seulement sur trente-trois sont représentées par un député de

l'opposition. C'est ce qui explique le choix à droite — R.I. ou centristes de préférence à l'U.D.R. jugée un peu usée — de ces nouveaux ambitieux, avides de régner sur leur coin de Bretagne. Et tant pis s'il s'agit d'un royaume mort pourvu que persiste l'illusion du pouvoir. La gloire n'est pas dans le développement industriel, dans la défense des travailleurs ou des paysans. Elle se situe à un niveau plus modeste. Serrer des mains, rendre des services individuels, se garder de poser des questions en termes politiques, bref s'accomplir dans un personnage de dame patronesse ou d'assistance sociale — au choix selon les tempéraments — dans sa circonscription, quand on est soi-même mendiant à Paris. Parfois on entrevoit même une notoriété nationale, un portefeuille ministériel (Bécam), une loi portant son nom (Guermeur)...

Le mois prochain, les travailleurs bretons auront une nouvelle occasion de chasser les notables, qu'ils soient les résidus archaïques de l'ancienne génération, ou les jeunes loups de la nouvelle. L'U.D.B. pour sa part y contribuera de toutes ses forces, dans les circonscriptions où elle est présente. Ces vieux ou jeunes hommes du passé, qu'ils disparaissent à jamais, et que les portraits de certains d'entre eux, que le Peuple Breton présente ci-dessous, accompagnent leur départ de notre horizon politique. Nul ne les regrettera.

Le Douarec



MPB

Jacques Le Douarec, député RPR d'Ille et Vilaine, vice-président de l'assemblée nationale, président du conseil général d'Ille et Vilaine, membre de la haute cour de justice, est l'avocat des riches et des nantis. C'est un notable, certes charmant, mais qu'il faut abattre. En effet s'il cultive son électorat en participant à toutes les fêtes des villages de sa

circonscription, s'il paye facilement des pots et envoie sa carte de visite à tous les enterrements, c'est seulement pour garder sa place de député à Paris. Car à Paris ce n'est pas les intérêts de sa circonscription qu'il défend mais ses intérêts, les intérêts de ses amis les riches, les nantis, les grosses sociétés commerciales.

C'est lui qui intervient auprès du gouvernement pour que les commissaires aux comptes des grosses sociétés n'aient pas à certifier la sincérité des inventaires des comptes d'exploitation, pour que les sociétés de notaires soient exonérées des impôts sur les intérêts des emprunts.

C'est le député qui vote le 10 décembre 1975 contre l'amendement 1 et 4 à l'article 3 du projet relatif à la durée maximum du travail : contre la limitation à 40 h par semaine sur une période de 4 semaines de la durée effective du travail sans pouvoir excéder 45 h au cours d'une même semaine, ceci étant applicable aussi à tous les salariés agricoles.

C'est le député qui vote le lendemain contre l'amendement n° 5 à l'article 1 du projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels.

C'est le député d'Ille et Vilaine qui a remplacé le notable Fréville à la présidence du conseil général d'Ille et Vilaine ; il le suivra aussi dans la retraite...

De Poulpiquet

Gabriel De Poulpiquet, notable du Bas Léon rural, est un des derniers fleurons de l'aristocratie bretonne d'après-guerre. Doué de qualités remarquables d'« assistante sociale », c'est par centaines que se chiffrent ses « protégés » ayant bénéficié de ses démarches dans tous les services de l'administration française. A l'occasion en bon féodal il sait aussi bien manier le bâton. Ce fut le cas il y a deux ans à Ploudalmézeau, lorsqu'accompagné de l'abbé Laudrin, de Michel De Bennetot et de centaines de paysans recrutés ça et là, il fit irruption dans une réunion organisée par le P.S. pour les Présidentielles. Les conseillers généraux P.S. qui tenaient cette réunion furent roués de coups, le matériel saccagé, bref, le Seigneur de Kerascoët ne tolère pas d'étrangers sur son territoire. Mais ce qui caractérise peut-être le mieux « Biel », c'est son incompétence.

OBER GANT AR BREZHONEG

Apprentissage des structures du breton, basé sur une programmation nouvelle

Abonnements 4 nos : 35 F
J. CORBEL - L'Edeir (A) - Font de l'Ange - 83400 HYÈRES

De Bennetot



MPB

Son seul centre d'intérêt : la marine.
Logique pour un député PDG dont la société travaille beaucoup pour l'armée...

Bonnot, Boutbien et Cie

Dans la circonscription de Lannion-Paimpol, la droite est multiforme : ne parlons pas de Yann Marzin, petit fils du sénateur, qui a essayé tour à tour les étiquettes « radical » et « démocrate chrétien » avant de prendre celle « d'indépendant ». Il inquiète peu. Plus subtile est la « candidature Bonnot ». Cet entrepreneur, conseiller municipal de Perros-Guirrec est le successeur désigné du député centriste sortant « Pippi Bourdelles », qui prend sa retraite après une carrière politique longue et discrète (classé 224 sur 227 parmi les députés de la majorité par Le Point). Son successeur présumé, et qui espère bien le devenir, est surtout connu pour être un bâtisseur actif de résidences principales ou secondaires en bordure de mer, à l'Île Renot, site protégé, par exemple, grâce à une dérogation (l'acte municipal le plus fréquent sur la côte de Granit Rose).

Le clou du spectacle, c'est le RPR Léon Boutbien, ancien membre de la S.F.I.O. colonialiste de l'époque de Guy Mollet. Il possède une magnifique résidence secondaire à Lanloup, dans la circonscription de Guingamp.

Ayant quitté la Bretagne après l'école maternelle, il invoque néanmoins « ses origines qui se détachent des profondeurs de la terre bretonne » et salue à coup de « bloavez mat ». Moyennant quoi il invite les Bretons à être « à l'avant-garde de la France » pour affronter les dangers qui la menacent (la gauche). Chirac sera de la campagne, la télévision lui a déjà donné 10 minutes d'émission. La droite va-t-elle « sauver » cette circonscription par ce parachutage à grand spectacle ? Un nouveau notable va-t-il s'implanter ? Le candidat de l'UDB, lui, vit, travaille, et lutte en Bretagne pour les Bretons.

Cabellec

Dans la 6^e circonscription du Morbihan dont le candidat unique de toute la droite (CDS, PR, RPR, etc...) est M. Cabellec, on peut faire le bilan de la politique menée par les gouvernements de droite dont le pouvoir actuel Giscard-Barre-Chirac :

- la circonscription a perdu plus de 3 200 habitants en 7 ans (de 68 à 75)
- le nombre d'emplois a diminué de 3 600
- plus de 600 exploitations agricoles ont disparu.
- aucune installation d'usine depuis la fermeture en 1967 des Forges d'Hennebont-Lochrist, fermeture décidée unilatéralement par le gouvernement
- plus de 2 500 chômeurs actuellement
- plus de la moitié des travailleurs gagnent moins de 2 000 F par mois.

• Face à cette situation, qu'a fait M. Cabellec pour arrêter « l'hémorragie des forces vives » de sa circonscription ? rien

• Pendant son mandat, la désertification de la Bretagne centrale n'a fait que s'accroître ; l'exode et le chômage n'ont fait que s'accroître.

M. Cabellec, ce n'est pas en vous faisant le champion d'une charte culturelle-bidon que vous tromperez les travailleurs. Les travailleurs bretons savent bien que seule l'Union de la Gauche, autour de l'U.D.B. et dès le 1^{er} tour peut leur permettre de travailler et vivre décemment en Bretagne.

P.S. : un parti champignon ?



Le Drian, candidat PS à Lorient : pour la Force de Frappe et la construction d'un sixième sous-marin nucléaire...

Guermeur

UN PROPHETE DESARME

« J'ai donc résolu maintenant de travailler avec vous au progrès de la Cornouaille » (Guermeur 25-12-72).

1968-75 : 2 047 personnes ont disparu de la circonscription.

1977 : Notre député, qui « veut arrêter l'hémorragie des jeunes qui nous quittent » remarque que la pêche est en crise, que « les commerçants ferment les uns après les autres, que les usines manquent, il faut aller les chercher »...

1978 :

— 3 exploitations agricoles disparaissent chaque jour dans le Finistère

— on désarme les navires, on les brade...

Et il est toujours là et il est encore candidat. On le croit tapi, préparant son « programme ». Mais qu'attend-il, lui jadis si prompt ? Hésite-t-il à

transformer ce port de pêche en port de commerce... ou de plaisance, cette clinique en maison de convalescence ? Non, il s'apprête à fermer boutique, méditant ses paroles prophétiques de juin 1973 :

« Si le revenu du marin-pêcheur s'accroît, il reste irrégulier. La pêche ne risque-t-elle pas de devenir l'une de ces industries réservées aujourd'hui aux travailleurs immigrés... Prenons garde, que faute de ports bien équipés et de zones portuaires de transformation du poisson, les unités qui fréquentent aujourd'hui Douarnenez ne choisissent un jour une base étrangère plus proche des centres de consommation ».

Ce prophète, aussi « désarmé » que son image de la pêche, il faut, tout défenseur de l'enseignement catholique qu'il soit, l'envoyer... au diable !

Becam



MPB

Un syndicaliste agricole des années 60, farouche opposant du régime, et ardent meneur de manifestations.

Passe un ministre qui en fait son suppléant, et voilà notre opposant devenu en 1967 député... de la majorité !

Passé dans le camp des exploiters, le nouveau promu en apprend vite la leçon :

- clamer des promesses,
- tromper les travailleurs.

Monsieur Becam a, paraît-il, une priorité : l'emploi...

Quelle réussite Monsieur Becam !

1967 :	100 chômeurs
1971 :	300 chômeurs
1973 :	500 chômeurs
1975 :	700 chômeurs
1976 :	1 000 chômeurs
1977 :	1 500 chômeurs à Quimper

Candidat à la Mairie, il affirme son souci du bien-être et de la santé des Quimpérois. Pressé d'y parvenir, il le montrera :

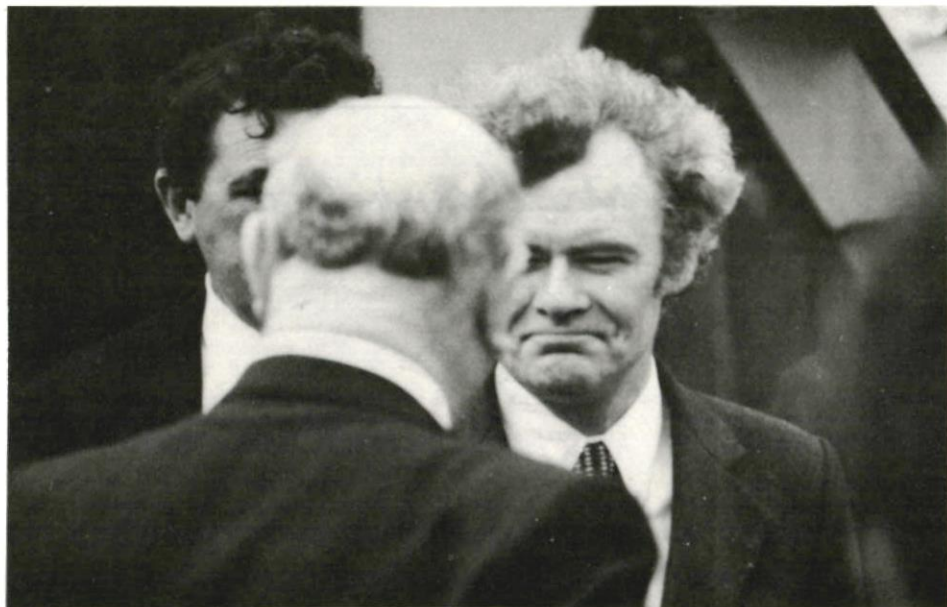
— en méprisant les protestations des habitants de Kersaliou contre les nuisances d'une entreprise de transport,

— en polluant l'eau des habitants de Toulven par quelques 40 tonnes de mazout enterrées clandestinement.

Quant au Secrétaire d'Etat, il aura plus que jamais affirmé la vocation touristique de Quimper où les Barre, Veil et autre Scrivener auront joué ces derniers temps l'éternelle comédie des promesses jamais tenues.

Moralité :

Pour devenir ministre du gouvernement, il sut trahir les siens et revêtir la tenue de valet qui lui va si bien !



Felix Le Garrec

Bourges

DECOTE SUR LE NOTABLE

Au marathon de la distribution de médailles, le député-maire de Dinard serait classé hors-compétition. Mais il a d'autres prétentions à la gloire. N'est-ce pas lui qui s'est naguère rendu célèbre en faisant adopter un texte permettant de cumuler une retraite d'administrateur colonial (ça vous marque un homme) et un traitement de ministre ? N'est-ce pas lui qui, secrétaire d'Etat à l'Information, fit interdire le film « La Religieuse » ?

Détails « amusants » mais insignifiants comparés à la politique néo-coloniale française que l'actuel ministre de la Défense est chargé d'appliquer : intervention au Zaïre, intervention contre le peuple sahraoui.

Cette politique-là a son application dans notre pays. En effet pour être opérationnelle, l'armée française a besoin de s'entraîner, il lui faut des ghamps de manœuvre, des camps, des casernes... et ce rôle « d'accueil » est dévolu à la Bretagne, vidée par vingt années de pouvoir gaulliste ou giscardien au service du grand capital.

Quoi de plus normal alors que le tourisme tous azimuts du maire de Dinard, président de l'office touristique de la Côte d'Emeraude ? Au demeurant « notre » député ne craint pas de se prévaloir de son action en faveur de l'ex-Sicna. Qu'en pensent les travailleurs ?

Ils savent qu'ils n'ont rien à attendre du notable, sinon des promesses et la poursuite d'une politique qui tend à faire de leur pays un camp militaire et un gigantesque Club Méditerranée.

Guichard

La dernière perle de Guichard, c'est à son attitude lors du vote du budget au conseil général le douze janvier dernier ; il déclare, pour expliquer son abstention : « **La décision réelle nous échappe... Tout est entre les mains de l'Etat** ». Ne dénonçait-il pas, par ailleurs, le manque de moyens de sa région et l'inopportunité de la pression des préfets ? Un vrai autonomiste, mais pour les Pays-de-Loire !

C'est le même qui accusa la CGT de mensonge lorsque cette organisation dévoila le complot contre l'usine de la SOTRIMEC qui allait être transférée dans l'Ardèche.

C'est le même qui, rejetant le vœu sur la Loire-Atlantique en Bretagne, affirme avec aplomb. « **Nantes sert mieux l'économie bretonne en étant un relais** ». Le découpage des Pays-de-Loire est, selon lui, très efficace. Ce qui ne l'empêche pas de représenter la Bretagne au sein du RPR, dans ses discours d'accueil, dans ses inaugurations.

C'est le même qui fera tout pour « **préserver l'équilibre naturel des marais salants** ». Cela ne l'empêche pas, au même moment, de favoriser les possibilités de profit des constructeurs immobiliers et de se réjouir de la décision du Conseil d'Etat rejetant la requête des paludiers et des défenseurs de l'environnement en vue d'annuler la construction de la rocade.

Chauvel

Que dire de Christian Chauvel, député sortant de Nantes 2 ? On le connaît pour être un ex-membre du parti socialiste, un ex-conseiller municipal, en attendant d'être un ex-député. Il est en agonie politique. Il fait partie du clan conservateur, représenté jusqu'ici par les sénateurs maires de la région nantaise, Chauty à Saint-Herblain et Morice à Nantes, battus aux municipales. C'est un fossile politique, que rien ne permet de dissocier des équipes dont il a fait partie, car il n'y a aucune marque personnelle dans son action. Qu'il soit renvoyé à son néant !

Rohel

Jean-Claude Rohel a attaché son nom et sa fluctuante étiquette à la défense de l'école privée, à l'enterrement de première classe de la pé-



Gilbert Uzan/Gamma

C'est le même qui déplore le manque de courtoisie de la CGT et de la CFDT du personnel municipal de la Baule qui refusait d'être présent à l'occasion des vœux. Mais lui refuse systématiquement de les recevoir pour discuter de leurs revendications.

On connaît l'étrange attitude de l'homme devant les conflits sociaux, notamment devant le drame de la fermeture de l'entreprise Thiriet-Cattin. Là comme en d'autres circonstances aussi douloureuses, il brille soit par son absence, soit par ses dérobades. Les paludiers, les pêcheurs, les agriculteurs en savent quelque chose.

Il est vrai qu'il est devenu, grâce à des complicités de toutes sortes, un véritable monarque. Ces cumuls de fonctions sont scandaleux, maire, conseiller général, président du Conseil Régional, aménagement du territoire, réforme des collectivités locales, Conseiller d'Etat.

Il est temps que la victoire de la Gauche mette fin à sa désastreuse activité.

che bretonne — Il fut rapporteur fidèle à l'assemblée nationale d'une caricature de budget fin 1977 — au renforcement de l'agriculture capitaliste à la Gourvennec. Comme son prédécesseur, l'ex-ministre de la grève des PTT Pierre Lelong, il n'a cessé d'encenser une technocratie française et européenne au service des nantis

Qu'a-t-il fait contre la lente dégradation de la situation à l'A.O.I.P. de Morlaix ?

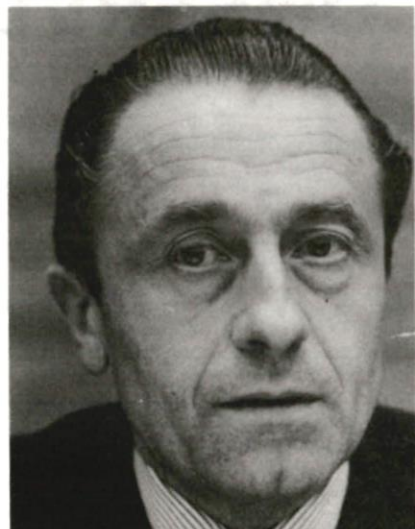
Qu'a-t-il fait pour éviter la fermeture des kaolins de Berrien ?

Qu'a-t-il proposé contre la spéculation foncière forcée de ces dernières années ?

Qu'a-t-il fait pour faciliter l'installation des jeunes agriculteurs ?

Nous sommes en droit de nous interroger, monsieur Rohel n'ayant jamais rendu les comptes de sa législature aux électeurs. Ces comptes, nous les lui demandons !

Bonnet



Vioujard/Gamma

Dire que M. BONNET est un homme actif paraît bien faible ; en vérité il déborde littéralement d'activité. Cet homme est un volcan, que dis-je, une fusée. Vous le croyez à Auray qu'il arrive à Carnac d'où il s'apprête à se rendre à Paris après un crochet par Port-Louis.

Ici, il vient de décorer un brave homme ému jusqu'aux larmes, là il vient d'inaugurer, plus loin il a caressé la joue d'un petit Breton costumé (que d'émotion !) et le voilà prononçant une allocution devant l'assemblée départementale annuelle des mères de famille décorées.

M. Christian BONNET n'est pas n'importe qui, c'est un ministre, de l'intérieur s'il vous plaît.

Auparavant, il était ministre de l'agriculture, c'est là qu'il acquit son immense popularité.

Un journaliste l'interrogea :

— Les problèmes du lait ? les 16000 emplois agricoles supprimés chaque année en Bretagne ? la faillite des petites et moyennes exploitations ? les syndicalistes paysans matraqués et passés devant les tribunaux ? BONNET les ignore.

Mais ce n'est pas tout, M. BONNET intervient, il intervient même beaucoup. Au début, il intervenait comme simple député, c'était bien mais sans plus, c'est quand il devint ministre qu'il prit vraiment plaisir et se laissa griser par le jeu.

Si vous avez un problème, n'hésitez pas, faites intervenir notre ministre, il y a deux adresses, l'une à Auray, l'autre à Carnac, à la Mairie. Quelque soit le motif ça risque de marcher, pourvu que vous ayez l'âge de voter et que vous soyez inscrit dans la bonne circonscription.

Il affirme également se garder de toute critique, attaque et promesse, ce qui explique que l'on trouve dans son magazine électoral « l'Echo du pays d'Arvor », 6 articles anti-communistes, 8 pages d'autosatisfactions, de promesses et de louanges au candidat.

Sans autre commentaire.

QUEL AVENIR POUR LES CONSERVERIES DE POISSONS ?

LES grands bouleversements sont intervenus dans le domaine de la conserve de poissons ces dernières années. Les petites entreprises à caractère saisonnier ou familial ont presque toutes disparu. C'était un des objectifs du VI^e plan de parvenir à une concentration des entreprises pour en obtenir d'envergure « nationale ». D'autre part, l'ère de la sardine qui avait vu nos côtes se couvrir de multiples petites usines de Douarnenez à Pornic, est révolue. C'est le maquereau et surtout le thon congelé africain qui viennent remplacer cette sardine qui se fait très rare, aujourd'hui, dans nos eaux. Peu à peu la part de l'importation grandit pour devenir dominante. Valéry Giscard d'Estaing nous dit tout faire pour que les industries de transformation, les conserveries, se développent sur les lieux de production. Or, c'est sur les lieux de pêche, en Afrique, qu'elles se développent — en effet, pourquoi ne pas travailler sur place ? — pour le plus grand bénéfice du capitalisme. Le détail de ces opérations nous éclairera sur les conséquences dramatiques qu'elles ont pour un pays comme la Bretagne, et en tout premier lieu pour la population côtière et l'emploi.

QUE TRAVAILLE-T-ON EN USINE ?

En 1976, le tonnage global mis en conserves correspond à 102 000 tonnes qui se répartissent comme suit (1) :

- thon 34 200 T (34,8 %)
- maquereau 27 000 T (26 %)
- sardine 27 400 T (27,7 %).

Ces trois espèces représentent 88,5 % et le reste est constitué de poissons divers : hareng, anchois, colin, coquilles St-Jacques, etc... Le thon (albacore, listao, patudo) est pêché par de gros thoniers senneurs congélateurs océaniques, sur les côtes africaines. La plupart de ces navires sont immatriculés à Concarneau et leur équipage est breton, de même que pour certains battant pavillon ivoirien par exemple. Une petite partie, 5700 tonnes sur 34 200, est constituée de thon blanc ou germon de pêche fraîche. La part bretonne est de 4 150 T sur une pêche totale de 5 950 T en 1976 (4 500 T en 1977 sur 5 870 T dont 80 % pour la conserve).

LA PART DE L'IMPORTATION

— Thon importé : 1 900 T d'Espagne et de Côte d'Ivoire.

— Thon exporté : 15 000 T d'albacore sur l'Italie, 10 000 T de listao sur les U.S.A. (Porto Rico).

De plus 20 000 T sont livrées aux conserveries africaines. Ce qui fait une pêche totale de 71 600 T.

La dépendance des conserveries est à 80 % si l'on compte dans ces chiffres, la part pêchée par notre flottille. Le thon constitue 40 % du chiffre d'affaires des conserveries, et permet des bénéfices confortables, d'autant



Frilet/SIPA

plus que ce gros poisson demande moins de main-d'œuvre et se prête à l'emboîtement mécanique automatique, après cuisson ou avant, et ceci à grosse cadence.

En 1977, les importations de thon blanc congelé du Japon ont pris de l'importance. Au mois de décembre, la C.E.E. vient d'autoriser l'importation de 1600 T (16 millions de boîtes) de thon blanc pour les pays de la C.E.E., en provenance de l'île Maurice. Cette île de l'océan indien ne bénéficie

pourtant pas des accords de Lomé sur les importations. Cet apport massif risque de peser lourdement, par contre-coup sur les prix payés aux pêcheurs pour la campagne au germon de 1978. Ceux-ci avaient atteint un niveau rémunérateur en 77, soit 9,30 F/kg pour la conserve et 11-12,00 F au mareyage. Les bateaux effectuant cette pêche sont souvent très anciens, et leur nombre risque de diminuer considérablement, avec des conséquences très lourdes pour les pêches artisanales. De 200 bateaux, il

il y a quelque temps, il ne reste plus que 145 en Bretagne et en Vendée, et 25 au Pays Basque.

— Maquereau : sur les 32 000 T débarquées, 14 000 T vont à la conserverie. La part importée est de 50 % et provient d'Espagne, de Pologne, et de Grande-Bretagne surtout en ce qui concerne l'année 77.

— Sardine : sur les 15 000 T débarquées, 7 600 T vont aux conserveries, mais 65 % du tonnage travaillé proviennent du Maroc et de l'Italie. L'importation des conserves est également très importante. Pour le Maroc, c'est le marché français qui est le plus important et aussi le plus rémunérateur : 60 % des exportations marocaines de conserves animales vont vers la France. Celles-ci sont en concurrence, au niveau de la C.E.E., avec les produits espagnols, portugais et yougoslaves. La concurrence avec nos produits s'effectue sans limitation de tonnage. Dans le domaine de la sardine les accords C.E.E. - Maroc prévoient des prix-planchers à l'importation à un prix inférieur de 30-40 % environ à nos prix les plus bas. C'est ainsi que l'on trouve actuellement sur le marché des conserves de sardines, en boîtes 1/6 P Cl 25 de 125 cm³, à 1,35-1,55 F au lieu de 2,55 F pour des fabrications identiques en Bretagne. La survie de l'industrie des conserves est donc liée aux importations dont la progression est due à la libéralisation des échanges : accords de Lomé, et avec les pays du Maghreb, où la main-d'œuvre est sous-payée, et le prix du poisson bien inférieur.

Pour un chiffre d'affaire de 1 100 000 000 F en 1976, pour les usines de l'hexagone, les exportations ont été de 28 512 000 F et les importations de 515 000 000 F, soit donc un déficit de 486 581 000 F. La part de la conserve dans la consommation s'accroît de 20 % d'année en année, or le tonnage travaillé dans l'hexagone diminue ces dernières années. Ceci se traduit bien au niveau de la balance commerciale avec un lourd déficit. A ce sujet le déficit global en produits de la mer représentera en 1977 20 % de l'endettement de l'hexagone prévu pour 1978 : 10 milliards de F.

En l'espace de 4 ans seulement, le nombre d'entreprises est passé de 76 à 56 (certaines ont plusieurs usines). Celles faisant moins de 10 millions de F de chiffre d'affaires sont en voie de disparition. Un mouvement de concen-

tration s'effectue. En effet la politique gouvernementale inscrite au VI^e plan prévoyait bien la concentration des entreprises en vue d'atteindre la dimension européenne.

Les entreprises travaillant moins de 1000 T, qui étaient en plus grand nombre en 1972, ont pratiquement disparu en 1976, tandis que celles de plus de 2000 T, seules, accroissent leur part. De 1966 à 1976 le tonnage travaillé est passé de 99 000 T à 102 000 T, le C.A. hors taxes de 396 000 000 à 1 110 000 000 F, et le nombre d'entreprises de 112 à 56. Parallèlement les employés des conserveries ont diminué de 10 838 à 7381 de 1971 à 1976. C'est là le résultat du VI^e plan et cette orientation a été voulue par la majorité actuelle, qu'elle s'appelle R.P.R. (et non plus U.D.R.) ou P.R. : c'est écrit noir sur blanc. Là au moins le VI^e plan atteint son objectif !

LE POIDS DE LA BRETAGNE

(5 départements)	1962	1971	1976
conserveries			
nombre	106	67	51
employés	8529	6438	5000 env.

La production bretonne de conserves de poisson avoisine les 60 % et la part des emplois les 70 %. Les usines sont réparties massivement en Cornouaille (75 %) et le reste en Loire-Atlantique et dans le Mor-Bihan. D'autre part on a vu l'importance des apports en germon, espèce très recherchée en France et très rémunératrice, et de la pêche au thon tropical où les équipages sont exclusivement bretons.

LA SITUATION CATASTROPHIQUE DE L'EMPLOI

Les chiffres cités plus haut, montrant l'évolution pour l'hexagone de 62 à 71 et 76, sont éloquentes. Ceux, pour les 5 départements bretons ne le sont pas moins, bien au contraire :

— en 1975, sur 1285 emplois supprimés (12 % de l'effectif hexagonal), le Finistère et le Mor-Bihan en ont perdu 958 !...

— en 1976, ce sont 700 emplois qui ont été supprimés en Bretagne sur un total de 770 !...

— en 1977, où la liste n'est sans doute pas complète, l'on compte déjà les dépôts de bilan suivants :

CHIFFRES POUR UN COMBAT

La situation des demandes d'emploi non satisfaites, en Bretagne, à la fin du mois de novembre 1977

Départements	Nb de demandes d'emploi non satisfaites		
	Hommes	Femmes	Total
Côtes-du-Nord.	4523	6842	11365
Finistère.	7070	9574	16644
Ille-et-Vilaine.	5804	8899	14703
Loire-Atlantique.	14048	14587	28635
Morbihan.	6102	7693	13795
TOTAL.	37547	47595	85142

Sources : observatoires économiques de Nantes et Rennes

- So.Pro.Mer :
Lorient : 100 employés
Trégunc : 100 employés
Concarneau : 180 employés.
- Le Touze :
Concarneau : 36 employés.

Début décembre, c'est Saupiquet à Quimper qui menace de licencier 150 personnes environ, si bien qu'il ne reste plus que 46 conserveries en Bretagne.

QUEL AVENIR POUR LA CONSERVERIE EN BRETAGNE ?

Chacun connaît la situation existant dans l'industrie du textile où les produits sont fabriqués dans les pays asiatiques, où la main-d'œuvre est payée à des prix dérisoires, puis sont vendus en France à moitié prix. C'est la même chose qui se passe au niveau des conserves de poissons, la C.E.E. venant de décider d'importer 8 millions de boîtes de thon blanc, de l'île Maurice. Ces dernières années, on assiste au déménagement des usines qui vont s'installer sur les côtes africaines : Saupiquet à Abidjan, Pêcheurs de France (coopérative d'usines) à Dakar.

De plus cet état de chose fait peser des menaces sur l'approvisionnement des conserveries en Bretagne. Saupiquet, qui a travaillé 10 000 T de thon à Abidjan en 1976, devait passer à 20 000 T en 77, soit les 2/3 du tonnage pêché sous pavillon français. Pêche et Froid et Saupiquet, qui forment un pool, dominant le marché du thon, en possédant une bonne partie des thoniers senneurs océaniques, et par là-même, décident des approvisionnements pour les usines bretonnes, qui ont reçu 19 000 T de thon tropical en 1976.

Cette situation n'est sans doute pas étrangère au fait que la CO.BRE.CAF. (Compagnie Bretonne des Cargos Frigorifiques) et un groupe de conserveurs (P. Chacun, Wenceslas, Chancerelle, R. Le Bayon, P. Paulet) viennent de s'associer pour exploiter les thoniers congélateurs Morgat et Pendruc. La CO.BRE.CAF. exploitait déjà le Glénan et le Trévignon, et 6 cargos frigorifiques. Le potentiel de pêche annuel en thon tropical est ainsi porté à 10 000 T, soit le 1/5 de la production sous pavillon français.

La CO.BRE.CAF. achemine actuellement en plus du chinchard, du maquereau congelé, à Concarneau, par la SO.CO.PREK., sur les marchés africains, à la suite du retrait des Soviétiques, et ceci à des prix très bas. Il ne serait pas étonnant que bientôt l'on voit également du maquereau breton ou européen transformé en conserves sur les côtes africaines. Dans ce cas, avec les quotas de 1978, il est possible que les difficultés d'approvisionnement s'aggravent dangereusement.

Des bruits circulent, en effet, comme quoi Saupiquet envisage de créer une chaîne d'emboîtement de maquereaux en Afrique. Cette information, somme toute logique, demande confirmation. Si cela se confirme, après la concurrence des importations abusives



Frilet/SIPA

A L'A.C.F., Plouhinec

des conserves de sardine du Maroc, l'implantation des usines à thon en Afrique, l'on peut dire que c'en est fait de cette industrie en Bretagne. Le sort de nos pêcheurs, de nos ouvriers et ouvrières, et de ceux des industries en aval et en amont, dépendent en bonne partie d'une protection efficace contre les importations abusives des pays tiers, et d'une politique visant à développer les conserveries sur place au lieu de favoriser leur départ vers les pays sous-développés et sur-exploités.

Monsieur De Torquat, représentant la profession des conserveurs, posait cette double question, à l'adresse du gouvernement : « Désire-t-on, ou non, maintenir l'industrie de la conserve de poisson en France ? Devrons-nous aller nous implanter à l'étranger ? » On peut répondre non à la première question, sans hésitation ; quant à la seconde, Pêcheurs de France y a répondu, imitant Saupiquet. Pêche et Froid construit actuellement une usine à Abidjan pour traiter 8 à 10 000 T de thon qui sera opérationnelle en juin 1978.

QUELLES SONT LES SOLUTIONS PROPOSEES ?

• Celles de la droite :

Valéry Giscard d'Estaing, au cours de son voyage de février 77 en Bretagne, déclare : « Le gouvernement prendra les dispositions nécessaires pour que la pêche bretonne conserve toutes ses possibilités d'action et de développement ». Le soir même, les 3 usines de SO.PRO.MER déposaient leur bilan (cf. P.B. n° 161). Donc, toujours du bluff, des promesses honteuses mêlées à des fleurs : « La Bretagne est l'une des grandes chances de la France » dit-il. Sans doute, mais l'inverse n'est pas vrai, bien au contraire.

M. Cavaillé, secrétaire d'état aux transports, répond aux questions de

M. De Torquat, de manière plus franche : « Pas de solutions dans l'immédiat ». Ceci est clair. Mais demain, il sera trop tard. C'est évident.

• Celles de la gauche :

Là encore, force est de constater que la littérature est assez pauvre. Dans les propositions de la loi-cadre déposée par le P.C.F. à l'assemblée nationale, et présentée à Lorient par Jean Bardol le 8 octobre 1976, le secteur de la transformation et des conserveries n'est même pas abordé. Sans entrer dans le détail, notons que des propositions très sérieuses et indispensables sont faites pour assurer la survie et le développement des pêches maritimes.

Du côté du Parti socialiste, l'analyse de la situation actuelle est correcte, bien que partielle (l'évasion des conserveries vers l'Afrique n'est pas abordé, etc...). mais quand l'on passe aux propositions concrètes, aucune solution n'est envisagée pour remédier à la détérioration de notre industrie des conserves. De plus d'autres propo-

sitions, pour la pêche en général, restent dans le vague et comportent des vides importants.

Il est temps que les travailleurs bretons prennent conscience des réalités, et sachent qu'ils ont un parti qui va au fond de tous les problèmes, de tous leurs problèmes. C'est aujourd'hui la 3^e composante de la gauche en Bretagne. Il faut qu'ils sachent que la victoire pour le socialisme passe par le combat que mène l'Union Démocratique Bretonne avec tous les travailleurs.

Martial Catherine.

- (1) France Pêche n° 222.
- (2) France Pêche n° 222.
- (3) France Pêche n° 212.

L'image traditionnelle — chère à François Mitterrand qui ne manque pas de l'évoquer quand il vient en Bretagne — du paysan breton prenant les préfectures le samedi avant d'aller voter pour le gouvernement le dimanche reste-t-elle vraie en ce début de 1978 ?

La manifestation de Vannes le onze janvier, où dix mille paysans de Bretagne ont condamné la taxe de coresponsabilité laitière, précède-t-elle un vote pour la droite aux législatives de mars ? Pas si sûr. D'abord parce qu'en Bretagne, les manifestations violentes, sauvages, style « viticulteurs du midi » comme dit le P.S.U., ont singulièrement baissé de fréquence. Ensuite parce qu'elles laissent la place à une réflexion plus grande, plus élaborée, sur la situation particulière de l'agriculture bretonne, nombreuse, mêlant un secteur archaïque et une part jeune et entreprenante, différente incontestablement de la généralité de l'agriculture française.

D'où une divergence de plus en plus profonde entre certaines fédérations bretonnes de la F.N.S.E.A. et les directives du très chiraquien Michel Debatisse. D'où aussi une appréciation très critique des propos de Giscard sur l'agriculture, le 16 décembre dernier, en Normandie.

LES FABLES DE GISCARD

Car pour qui est paysan et subit quotidiennement une politique agricole vieille de vingt ans, il y a eu de quoi être ébahi en entendant le discours quelque peu condescendant de Giscard.

Sur au moins quatre points essentiels, Giscard est totalement contredit par la situation bretonne de ces derniers jours !

« Il faut conduire l'agriculture sur le chemin de la liberté ». Une liberté qu'apprécieront les représentants des dix-huit F.D.S.E.A. qui ont refusé la taxe de coresponsabilité laitière, à l'inverse de la F.N.S.E.A. dirigée par Debatisse ! En particulier les éleveurs finistériens, qui ont reçu du ministère de l'agriculture, trois jours seulement avant le discours de Giscard, une lettre menaçant de couper les Fonds d'aide à l'industrie laitière finistérienne et aux entreprises et coopératives qui refusaient de prélever la taxe.

« Le poids du Foncier est trop lourd » a dit Giscard, ajoutant « Il n'est pas équitable de voir des agriculteurs vivre dans des conditions

LA FABLE DU ROI LÂCHÉ PAR LES SIENS...



MPB / Korantin Keo

La fin des manifestations violentes ?...
Ici l'affaire Garnier, à Redon.

difficiles pour rembourser des emprunts trop lourds » et souhaitant ne pas les voir « immobiliser dans le Foncier des capitaux qui seraient plus utiles dans des équipements ». Manque de chance, on annonçait le lendemain la publication prochaine du décret sur la réforme Foncière qui prévoit deux modalités nouvelles : les prêts bonifiés pour l'agriculture veraient leur taux passer de 4,5 % à 6 % et les conditions d'accès à ces prêts seraient plus difficiles, en particulier par une augmentation de la surface minimum permettant de les obtenir. C'est une bien curieuse façon de joindre le geste à la parole !

« Un revenu agricole en hausse. La parité du revenu agricole avec les autres revenus tend à devenir une réalité. La hausse du revenu agricole en France est de 2,5 % » claronne Giscard. Mais le 18 décembre, deux jours seulement après, le préfet de région doit confirmer que le revenu agricole a baissé de 5 à 6 % en Bretagne. Ceci s'explique par le fait que ce sont les prix des productions céréalières et légumières qui ont augmenté alors que ceux des productions animales stagnaient. Or les cultures de petits pois et de haricots ont été transférées, avec les industries de la conserve qui les accompagnaient, dans les grandes plaines, au détriment du Finistère-Sud et du Morbihan. Il faut noter au passage

que cette action de revenu agricole, à laquelle se réfère Giscard, est bien discutable car elle confond toutes les régions, toutes les productions, et surtout tous les types d'exploitations, du cumulard à la ferme familiale. Ceci permet de masquer, derrière un chiffre global, bien des réalités en particulier la politique suivie pour arriver à une intégration aux firmes capitalistes, qui diminue fortement les emplois.

« Est venu le moment de stabiliser la population rurale » a reconnu Giscard, qui admet implicitement que si la Bretagne se vide de sa population rurale, c'est le fruit d'une politique voulue par un gouvernement qu'il soutient depuis tant d'années et qu'il conduit maintenant, un régime qui a promulgué la loi sur l'orientation de l'agriculture il y a une vingtaine d'années. Si aujourd'hui Giscard parle en ces termes, c'est parce qu'il sait que l'élan est donné, que même sans politique de désertification la campagne se dépeuplera. Plusieurs cantons du Centre-Bretagne ont atteint le point de non-retour. Ils ne peuvent même plus assurer le renouvellement de leur population. Le manque d'équipements — écoles fermées, réseau breton à l'abandon — n'encourage pas les jeunes à rester. La situation de l'emploi (17 000 actifs sur 45 000 inscrits sur les listes électorales dans la circonscription de Carhaix-Châteaulin-Crozon) amène à une population âgée, socialement déséquilibrée, d'au-

tant plus favorable au départ des jeunes. La moyenne d'âge des exploitants agricoles est si élevée que, vue la difficulté d'installation des jeunes, l'agriculture va connaître, dans les quinze ans à venir, une diminution d'emplois catastrophique.

Face aux provocations que contenait le discours de Giscard d'Estaing, les propositions de l'U.D.B. paraissent aujourd'hui réalistes et plus qu'urgentes. Le problème foncier doit être résolu par un office foncier géré par les exploitants et non soumis au jeu de l'argent. Le revenu agricole doit être le fruit du travail. On peut, si on le veut, établir une politique qui prenne comme base de fixation des prix à la production, le prix de revient, ainsi que le demandent les syndicats agricoles progressistes. Il faut que les décisions des organisations agricoles soient respectées, et non batouées comme dans l'affaire de la taxe de coresponsabilité laitière. Enfin, seul un choix politique d'installation de jeunes agriculteurs, conservant à l'agriculture bretonne, et par là-même à l'industrie agro-alimentaire toutes ses chances, assurera le maintien et le renouveau de la population rurale.

En décembre et en janvier, Giscard a reçu la contradiction des faits. En mars, les paysans bretons sauront choisir.

Benoît Michel
Agriculteur - Huelgoat



IFFIG

- a entendu avec quelque stupeur Ambroise Roux, du patronat français, demander le départ d'un million de travailleurs immigrés, le 17 janvier, sur Europe 1.

- a été plus surpris encore par l'argumentation développée pour justifier le racisme discret du CNPF : « Comparez les usines Citroën de Rennes et de Boulogne Billancourt. A Boulogne il y a 85 % d'immigrés et à Rennes 10 %. Pourtant on y fabrique exactement la même chose ! Voyez que les Français n'hésitent pas devant certains travaux... ».

- se demande si Ambroise Roux a déjà entendu parler des « immigrés de l'intérieur » !

L'IMPRIMERIE CORNOUAILLAISE

VICTIME D'UN CAPITALISME SAUVAGE (ET BRETON !)

COMME on s'y attendait déjà depuis quelques semaines, « L'imprimerie Cornouaillaise » de Quimper a déposé son bilan devant le tribunal de Commerce le 30-12-77. Beau cadeau de fin d'année pour les 75 employés de l'entreprise qui — pour garder le contrôle de la situation — occupent depuis les locaux.

LES RAISONS DE CES DIFFICULTES

Le P.D.G. de l'imprimerie — propriétaire de 85 % des actions — est M. Le Guellec. Celui-ci possède aussi 100 % du journal « Tribune de l'Ouest » (« journal des Bretons qui bougent » comme son nom l'indique...), journal qu'il a lancé en octobre, à grand renfort de publicité et pour lequel aussi il a modernisé l'imprimerie.

Or, le journal n'a pas obtenu le succès escompté et il aggrave la crise de l'imprimerie due aussi à une mauvaise étude du marché et à une mauvaise orientation commerciale de la Direction et du P.D.G. L'imprimerie n'a pas su investir quand il le fallait. Depuis des années elle vivait à cause de son manque de compétitivité et du désintérêt de son conseil d'administration.

« BLOAVEZH MAD ! »

En souhaitant la bonne année à ses lecteurs, « Tribune de l'Ouest » disparaît après 10 semaines de parution. L'année, en effet, commence bien pour les travailleurs de la « Cornouaillaise » ! Dans son dernier numéro cependant, une tribune libre : de larges extraits du tract de la C.G.T., distribué au personnel la veille d'une table ronde à la Préfecture de Quimper.

IMPREVOYANCE DES UNS, MALHEUR DES AUTRES !

La C.G.T. y dénonce tout d'abord, le mépris d'un patron, parfait exemple de capitaliste irresponsable qui fait payer aux travailleurs ses erreurs de gestion, d'investissement ou d'organisation du travail.

— Notons qu'en décembre, au moment où le navire prenait eau, son « capitaine » était introuvable (il se trouvait en réalité à Nice...). Ce patron et ses représentants n'ont jamais cru bon d'informer les organisations



L'Imprimerie Cornouaillaise : la « danseuse » d'un monsieur qui a des sous.

de travailleurs des difficultés de la trésorerie. Ils s'adressent à elles, enfin, quand il s'agit de leur apprendre qu'un plan de restructuration est envisagé. On connaît la musique ! On sait en Bretagne, à Quimper, où l'on n'a pas oublié la mort de C.M.C., ce que cela signifie : 30 à 40 personnes licenciées ! Comme l'écrivent les responsables C.G.T. : « **Les capitalistes ne consultent les travailleurs que lorsque ça va mal, jamais quand les profits sont juteux.** »

Autre constat des syndicalistes : « **Le plan d'investissement et de modernisation de l'imprimerie est une vaste improvisation financée sans autre garantie que la parole d'un homme se comportant en gamin caractériel... et capricieux.** »

En clair cela signifie qu'un Monsieur qui a des sous a voulu se faire plaisir en s'offrant son journal (comme d'autres un train électrique...) mettant en difficulté une entreprise des mieux équipées, et bien sûr ses 75 travailleurs. Cela signifie qu'on peut — quand on a des millions — impunément s'offrir de tels caprices. Et tant pis pour ce joli cadeau de fin d'année fait aux travailleurs. Kenavo et merci ! A moins que... Cette situation ait été préméditée afin de permettre une restructuration plus aisée et plus conforme aux intérêts capitalistes ?

ET MAINTENANT ?

Les employés occupent l'imprimerie. Ils refusent tout licenciement. C'est un préalable ferme à leur participation au redressement de l'entreprise. Ils demandent l'intervention des pouvoirs publics.

Ils continuent à honorer les commandes. Ainsi « Le Peuple Breton » de janvier a été fabriqué par les ouvriers occupant l'imprimerie.

Une fois de plus à Quimper, c'est l'anxiété pour ces travailleurs qualifiés. C'est l'inquiétude de voir disparaître la principale imprimerie du Finistère-Sud, disparition qui risquerait de provoquer celle d'autres petites entreprises ayant travaillé pour elle.

Quand M. Barre continue, hilare, de chanter : « **Tout va très bien Madame la Marquise...** », quand le grand patronat se félicite du redressement de la situation de l'emploi, le nombre des chômeurs quimpérois risque de s'accroître encore !

Mais nul n'est résigné à laisser se dérouler, une fois de plus, ce sinistre scénario qui s'appelle « restructuration ». Et nous serons là, auprès des travailleurs, quand ils auront besoin de nous.

Jean Guillou

LE R.P.R. A LE BOULET

A cause d'une scandaleuse affaire de vol de métaux à la Société Bretonne de Fonderie et Mécanique, que certains appellent maintenant « Société Bretonne de Fuite de Matériaux », M. Croizer, le candidat R.P.R. de la circonscription de Lorient (mais, apolitique aux dernières municipales) a du plomb dans l'aile.

En effet, son responsable local à l'action ouvrière (A.O.P.) qui était aussi sur sa liste « d'hommes intègres et dévoués », en mars dernier, est actuellement à la maison d'arrêt de Lorient. Ceci, non pas pour se recycler à la condition pénitencière (la prison de Lorient est pourtant une des plus vétustes de France), mais pour avoir détourné plusieurs centaines de tonnes de métaux et du matériel.

Le représentant local des A.O.P.

en question, Monsieur Le Moal, agent de maîtrise dans la plus importante entreprise de la région, recrutait dans son service manutention, parmi les fervents supporters de Monsieur Croizer des colleurs d'affiches et des gros bras. Il en avait même associé certains pour son trafic, ce qu'il leur a valu aussi d'être inculpés et licenciés sur le champ.

Ce responsable R.P.R. qui prônait les vertus du Plan Barre quelques jours avant son arrestation, se vantait devant les travailleurs de la S.B.F.M. qu'il accepterait volontiers que son salaire soit bloqué, et pour cause. Aux premières évaluations le préjudice est estimé à plusieurs dizaines de millions (anciens).

Décidément, les choses ne s'arran-

gent pas pour le candidat R.P.R. M. Croizer qui du temps de son apolitisme promettait trois mille emplois pour le seul secteur de la pêche lorientaise. En effet, il vient de recevoir une lettre de son ami politique Monsieur Chapron, secrétaire d'Etat à la marine marchande, qui préconise aux armateurs, pour résoudre leur problème de finance, de rendre leur chalutier, sans se soucier manifestement des répercussions sur l'emploi.

Ainsi après cette vilaine affaire de trafic de ferraille, et de gros sous, on peut dire que le R.P.R. à Lorient, traîne un sacré boulet et nombreux sont les Lorientais qui pensent qu'après son numéro de démagogie des derniers mois, Croizer aurait mieux fait d'aller nous le ferrailleur...

Cellule de Lanester

La caricature du mois

De J. Lap, dans « Le Canard Enchaîné » du 18-1-78.



— Permettez-moi de me présenter, je suis le commandant du « Duperré ». Qu'est-ce que vous pensez de la position de l'opposition à propos de la défense nationale ?

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces *gratuites*. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

- Cinéaste amateur, achèterait caméra 16 mm d'occasion, visée réflex, pour réaliser des courts métrages sur la Bretagne.
Colette Bornet, 15, quai de la Fosse, 44000 Nantes.

- Breton du Togo serait heureux de rencontrer Bretons de passage, sympathisants de l'UDB. S'adresser à Xavier Mordelet - Abattoirs - Port de pêche - Lome (Togo).

- Echangerais notre maison de campagne en Creuse, 15 j. pdt été 78 contre maison de campagne en Bretagne intérieure. Ecrire : Baldit-Dupuy, Le Breuil-La Chapelle, Taillefont - 23000 Guéret.

iy laouénan

32, rue Saint-Exupéry, BREST, Tél. 45.17.52

PATHE-MARCONI
GRUNDIG
PHILIPS

Brèves

Locminé : non au cumul

Près de Locminé, une société d'abattage a construit deux poulaillers de 1200 m² pour la production de dindes et engage la construction d'un troisième. De nombreux agriculteurs du pays spécialisés dans l'aviculture ont manifesté pour obtenir l'arrêt des travaux, entendant ainsi s'opposer à un cumul dangereux pour l'avenir de leurs exploitations.

PB

Pays basque : l'unité par les ondes

Au pays basque sud commence à germer un projet d'implantation d'une station de radio qui émettrait des émissions en basque et couvrirait tout le sud-ouest de la France. Une belle occasion pour la culture basque de s'exprimer malgré l'occultation des radios et télévisions françaises !

PB

Saint-Guénolé :

Antenne 2 a consacré une émission à ce port sud-finistérien avec une rare sagacité. En effet, Saint-Guénolé a été présenté comme un village de pêcheurs, curieuse information quand on sait que ce port compte 60 bateaux de pêche côtiers et 54 hauturiers qui débarquent quelque 10 000 tonnes de poissons par an...



M.P.B.

LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES



CÔTES-DU-NORD

SAINT-BRIEUC : UN CURIEUX CURATEUR AUX ETABLISSEMENTS « GILLES »

M^e Hyacinthe Noël, ancien syndic à Saint-Brieuc, est placé depuis un an sous le coup d'une inculpation pour « malversations », pour une affaire de règlement judiciaire remontant aux années 1971-1972.

On ne peut que s'étonner d'apprendre que le Tribunal de Commerce de Rennes ait récemment agréé M^e Noël comme curateur aux Etablissements Gilles de Collinée...

Une belle garantie pour les créanciers.

FINISTÈRE

BREST : GREVE DES EDUCATEURS EN FORMATION

Depuis la mi-décembre 1977, les travailleurs sociaux en formation ont engagé une nouvelle lutte pour obtenir une modification radicale des conditions de formation, c'est-à-dire l'obtention immédiate d'une couverture financière pour tous et la reconnaissance du droit syndical. Jusqu'à présent, seules les personnes issues d'un milieu socio-économique favorisé dont les familles sont capables de subvenir presque intégralement pendant trois ans aux besoins de leurs enfants, peuvent entreprendre cette formation.

Les éducateurs en formation refusent la sélection par l'argent amenant irrémédiablement la sélection idéologique ; aussi cette grève ponctuelle d'une occupation des locaux marque cette année la détermination des éducateurs pour l'obtention d'un véritable statut, seule garantie de leur avenir.

MOR-BIHAN

A THEIX : LE BRETON FAIT ENCORE PEUR

Le conseil municipal de Theix, le 17 juin 1977, adopte un projet consistant à nommer quatre rues d'un lotissement en breton. Une consultation entre le maire et la Préfecture suit. Le maire fait alors parvenir une note à la commission culturelle locale, indiquant l'interdiction de nommer des rues en breton. La commission exige alors une explication écrite de la Préfecture qui répond que cet avis provient des « conseils avisés » du Ministère de l'Intérieur que dirige... M. Bonnet, député du Mor-Bihan, mais qu'il ne s'agit en rien d'une interdiction. Malgré cela un nouveau vote du conseil municipal rejette le projet.

Triste illustration du degré d'aliénation de notre peuple lorsqu'on sait que de nombreux membres du conseil municipal de Theix sont bretonnants...

Chronique réalisée ce mois avec le concours des fédérations U.D.B.
de Brest, Loire-Atlantique et Haut Vannetais

LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES



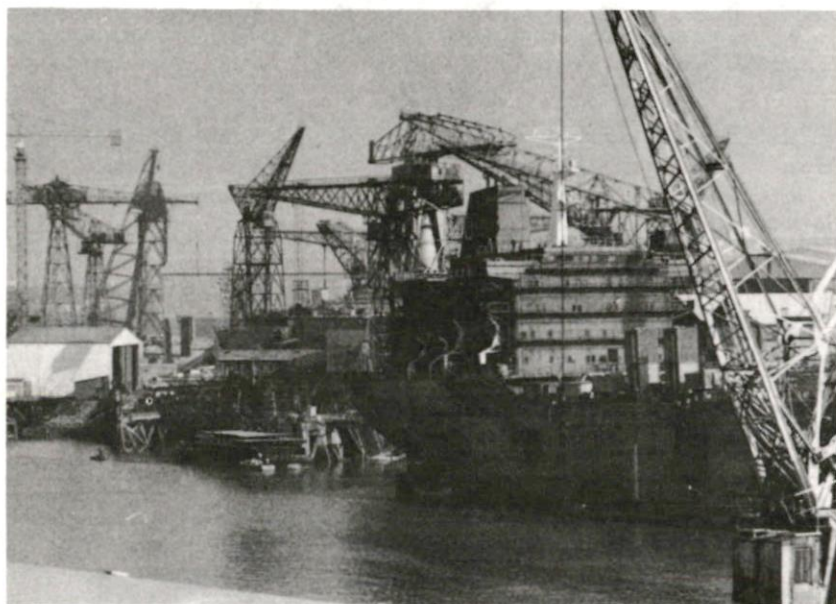
LOIRE-ATLANTIQUE

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE : UN PLAN DE CHARGES INQUIETANT

La situation s'aggrave aux Chantiers de l'Atlantique : d'ici au Printemps 1980, les Chantiers n'ont plus à livrer que 6 porte-conteneurs, 4 méthaniers et un pétrolier de la classe des 550 000 tonnes. Mais la majorité de ces navires sont déjà en construction. En 1979, un seul méthanier restera à livrer, il y aura donc rupture de charge de travail, la dernière commande enregistrée remontant au mois de septembre 75.

Cette situation est particulièrement préoccupante lorsqu'on connaît les conclusions de la commission du marché commun qui annonçait en octobre dernier que les chantiers navals européens devraient réduire de moitié leurs effectifs d'ici à 1980. Ceci serait d'autant plus grave pour Saint-Nazaire, secteur à tissu industriel peu diversifié. L'emploi se trouve d'ores et déjà menacé : en avril prochain, la mise en application de la pré-retraite concernera environ 700 personnes si cette décision devait être prise.

Les travailleurs de la navale réclament le développement de la marine marchande afin qu'elle assure plus de la moitié du trafic commercial maritime en France. Il y aurait alors un emploi pour tous.



Le Peuple Breton/M. Catherine

Les chantiers Dubigeon de Nantes

ILLE-ET-VILAINE

RENNES : LICENCIEMENTS AU STADE RENNAIS

En Bretagne, même les footballeurs finissent par se retrouver en chômage ! Le Stade Rennais, sérieusement mis à mal par la gestion de promoteur immobilier gaulliste et fondateur du « Club des Heureux » Bernard Lemoux, est en pleine pagaille juridique. Pour sauver ce qui peut encore l'être, il vient de licencier pour cause économique son entraîneur Dubaële, son « recruteur » Cuissard et son joueur le mieux payé Tonnel.

Brèves

Plévin et Locarn : deux communes en péril

Pour ces deux petites communes des Côtes du Nord, ces dernières années ont été catastrophiques sur le plan démographique : en 1976 une seule naissance à Plévin contre 17 décès et sur six mariages enregistrés en 1977, un seul ménage s'est établi sur la commune... A Locarn, sur 13 mariages pas un seul couple n'est resté au pays depuis 1976...



Mor-Bihan : par les chiffres :

Le département du Mor-Bihan compte actuellement 566 000 habitants. Sa population active était de 211 300 en 1975 mais se trouvait nettement en baisse par rapport à 1954 : 236 000 actifs. Le secteur d'activité prépondérant est le tertiaire avec 43 % devant le secondaire et le primaire comptant respectivement 29 % et 28 % de la population active. Quant au chômage il sévit particulièrement : 18 000 chômeurs en fin 1977...



Théâtre en février : une tournée de qualité

Ar Vro Bagan et la troupe de Carhaix organisent une tournée théâtrale au cours des vacances scolaires de février. Ils se produiront en particulier à Landivisiau, Brest et Lannion et présenteront « Piknik Par Ar Brezel » d'Arrabal traduit en breton et « Ma c'helljen Me Kanam Laouen » création collective.



Lorient : premier port de pêche en France, mais pour combien de temps ?

Avec 72 210 tonnes de poissons et de crustacés le port de Lorient-Kéroman se place pour la première fois en tête des ports de pêche français. Mais pour autant l'optimisme n'est pas de mise. En effet, en 5 ans Lorient a perdu 36 % de ses unités et a livré cette année 9 % de sa pêche à l'étranger ce qui eut pour conséquence une diminution sensible des apports, accompagnée d'une hausse de plus de 20 % des prix moyens.

LES EXPÉRIENCES ÉLECTORALES DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

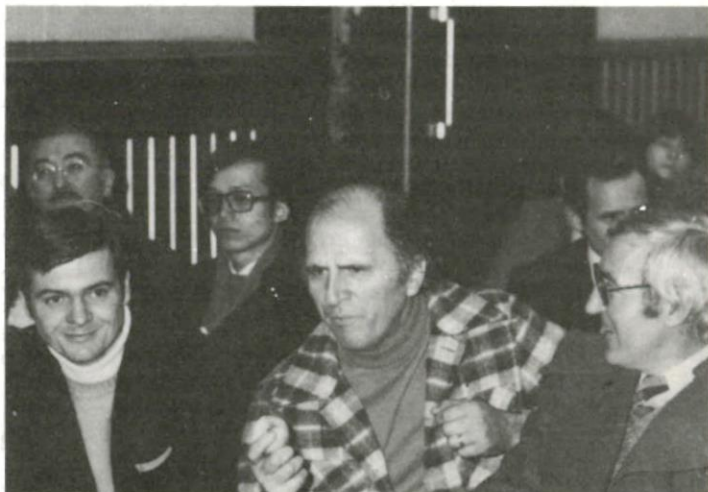
Lors de sa fondation en 1964 il n'était pas question pour l'Union démocratique bretonne d'affronter les élections. Son « baptême du feu » eut lieu en 1965 à l'occasion des élections présidentielles où l'U.D.B. participa aux comités de soutien à la candidature de François Mitterrand aux côtés des autres partis de gauche.

LES ÉLECTIONS LEGISLATIVES DE 1973 furent les premières de ce type pour l'U.D.B. A une échelle où les moyens audio-visuels jouèrent un rôle important, face à une droite aux abois et en présence d'une gauche hexagonale unie autour d'un programme commun, l'U.D.B. eut beaucoup de mal à faire entendre sa voix.

handicap de candidatures bretonnes proclamées « apolitiques », mais aux moyens financiers importants. Dans ces conditions, cette base minimale s'établit à 2,2 % des voix, soit environ 3 % en Basse-Bretagne, et 1 % en Haute-Bretagne à l'implantation U.D.B. plus faible et au grand nombre de candidatures.



Lors de la présentation des candidats U.D.B. à Nantes, de gauche à droite : Jacques L'Heritier, Kristian Pellen, Aldrig Russon, Patrick Pellen, Ronan Leprohon, Bernard Le Blavec.



De l'énergie à revendre : Yannick Quenehervé, Joël Guegan et Jean Guillou.

1970 MARQUE UN TOURNANT IMPORTANT : à l'occasion d'élections municipales partielles à Auray, l'UDB présente une liste qui obtient 11,5 % des voix (contre 23,5 % à la liste P.C.-P.S. et 65 % à la liste de droite). Jusqu'à cette date, l'UDB s'était contentée de soutenir les autres listes ou candidats de gauche en échange d'un engagement sur le « programme minimum démocratique breton » qu'elle leur proposait (1967-68).

Après ce tournant très localisé de 1970, l'U.D.B. participe dans six communes de Bretagne aux listes de gauche pour les municipales de 1971 (Vannes, Auray, Le Croisty, Lorient, Guingamp). Seuls les candidats du Croisty et de Lorient sont élus, mais un événement marquant s'est produit : la présentation à Brest d'une liste U.D.B. homogène de 37 candidats dans un contexte de désunion de la gauche et face à la nécessité pour l'U.D.B. d'affirmer sa représentativité réelle. Un Brestois sur 20 vota alors U.D.B. et il ne manqua que quelques voix pour franchir la barre des 5 % (4,89 % soit 15,5 % des voix de gauche). Ces 2 618 voix de Brest contribuèrent à faire admettre l'UDB comme un parti représentatif.

La vie politique étant alors centralisée sur Paris et sur un petit nombre de formations personnalisées par leurs leaders, les suffrages recueillis donnent une idée de la base minimale de l'U.D.B. S'ajoutaient encore le

LES CANTONALES DE 1973, conquies également comme un moyen de propagande, donnaient une idée plus exacte de l'appui direct recueilli par nos huit candidats : 4,46 % en moyenne des suffrages exprimés. Les

QUEL JEU PRATIQUE FR3 ?



Lors de la présentation collective des candidats U.D.B. à Nantes, FR3 n'a pas cru bon de se déplacer. Les militants de l'U.D.B. ont alors symboliquement occupé les locaux. De même l'émission Breiz O Veva consacrée à l'avenir de la Bretagne a scandaleusement oublié l'U.D.B. Ici, les militants à FR3 « Pays-de-Loire ».

QUI SONT LES CANDIDATS DE L'U.D.B.

résultats de Brest (5,9 % et 6,2 %) et de Lorient (6,7 %) confirmeront les progrès de l'implantation de l'U.D.B., progrès concrétisés également à Guérande où, affrontant Guichard et un candidat « breton » de droite, l'U.D.B. obtient 3,3 % des suffrages, à une législative partielle.

LES CANTONALES DE 1976 suivent la même progression : 5,27 % en moyenne des suffrages exprimés. Cinq des neuf candidats dépassent les 5 % tant à Rennes (7,85 %) qu'en Basse-Bretagne (Le Huelgoat 11,17 %, Lannion 6,56 %, Auray 6,32 %, Brest-centre 5,48 %).

Tirant les leçons de cette progression sensible, qui ne traduit cependant que très mal l'influence croissante de l'U.D.B., le parti breton de gauche aborde les élections non seulement comme un moyen de propagande, mais aussi comme un moyen important pour faire progresser les revendications des travailleurs bretons (droit de décider de leur destin, droit au travail, à la culture, à la dignité).

AUX MUNICIPALES DE 1977, l'U.D.B. se voit enfin confier par les électeurs de nombreux mandats, soit seule, soit au sein de listes d'union de la gauche : 36 élus municipaux, des maires-adjoints, un conseiller régional. L'U.D.B. permet à la gauche de l'emporter de justesse à Brest, Nantes, Lannion. Ses listes ou candidats autonomes obtiennent de 5,5 à 57 % des suffrages. Personne ne conteste plus sa représentativité. Les élections de 1978 doivent la confirmer.

AUX LEGISLATIVES DE 1978, l'Union démocratique bretonne sera présente dans plus de la moitié des circonscriptions de Bretagne (17 sur 33). Elle s'est dotée d'un « programme démocratique breton » qui proposent les solutions immédiatement applicables à la Bretagne en cas de victoire de la gauche. Les résultats dépendront bien sûr de l'action de l'U.D.B., mais aussi du degré d'égalité, c'est-à-dire de démocratie, qui existera ou non dans l'accès aux moyens d'information de masse des cinq départements bretons (radio, télévision, presse).

L'U.D.B. présente sept candidatures dans le Finistère, trois dans le Morbihan, trois dans les Côtes-du-Nord, deux en Loire-Atlantique et deux en Ile-et-Vilaine. Ce nombre a été choisi en fonction des possibilités financières malheureusement réduites de notre parti.

Les 34 candidats (titulaires et suppléants) ont été choisis par les fédérations locales de l'U.D.B. Ils ont été ensuite mandatés par le comité directeur.

Ces candidats sont jeunes puisque 76 % ont moins de 40 ans et 29 % moins de 30 ans. Le pourcentage de femmes est de 15 %.

Ces candidats sont représentatifs des travailleurs de Bretagne puisque 80 % d'entre eux sont salariés (30 % d'ouvriers et d'employés). 6 % sont agriculteurs et 12 % appartiennent aux professions commerciales ou libérales.

Le taux de syndicalisation est de 96 % (CGT, CFDT, FEN et Paysans-travailleurs).

Un candidat sur quatre dispose déjà d'un mandat électif municipal. Deux sont adjoints au maire. Un autre est conseiller régional.

COTES-DU-NORD

1^{re} circonscription (St-Brieuc) :

— Yvon Guerveno, animateur commercial, 34 ans - Suppléant : André Gauffeny, agent de maîtrise, 42 ans.

2^e circonscription (Guingamp) :

— Patrick De Quelen, enseignant, 37 ans - Suppléant : François Le Moal, technicien PTT, 38 ans, conseiller municipal de Moustéru.

5^e circonscription (Lannion-Paimpol) :

— Daniel Giraudon, enseignant, 33 ans - Suppléant : Roger Perrot, commerçant en articles maritimes, 41 ans.

FINISTERE

1^{re} circonscription (Quimper) :

— Jean Guillou, professeur, 41 ans - Suppléant : Gaïd Dorval, professeur EPS, 27 ans.

2^e circonscription (Brest ville) :

— Ronan Leprohon, maître assistant, agrégé, 38 ans, conseiller municipal de Brest, conseiller régional, membre du bureau politique de l'UDB - Suppléant : Danielle Guéguénat, infirmière, puéricultrice, 38 ans.

3^e circonscription (Brest rural) :

— René L'Hostis, employé construction navale, 34 ans - Suppléant : Anne-Marie Kervern, documentaliste, 32 ans.

4^e circonscription (Morlaix-Huelgoat) :

— Claude Le Luc, assistant social, 32 ans, adjoint au maire de

Morlaix - Suppléante : Huguette Cressant, agricultrice, 28 ans, conseillère municipale du Huelgoat. 6^e circonscription (Carhaix-Châteaulin) :

— Fanch Morvannou, enseignant à l'UBO, 45 ans, membre du bureau politique de l'U.D.B. - Suppléant : Yannick Oulc'hen, professeur, 32 ans, adjoint au maire de Carhaix.

7^e circonscription (Douarnenez) :

— Jean-Alain Le Goff, enseignant, 35 ans - Suppléante : Janine Ansquer, agricultrice, 30 ans.

8^e circonscription (Quimperlé) :

— Paul Guéguénat, professeur, 33 ans - Suppléant : Martial Cathérine, contrôleur ISTPM, 27 ans.

ILLE-ET-VILAINE

2^e circonscription (Rennes) :

— Yves Rouger, chercheur scientifique à l'INRA, conseiller municipal de Concarneau, membre du bureau politique de l'UDB, 36 ans - Suppléante : Monique Rannou, agent de la Sécurité sociale, 50 ans, conseillère municipale de Rennes.

6^e circonscription (Saint-Malo) :

— Herri Gourmelen, enseignant, 35 ans - Suppléant : Joël Martini, agent de bureau, 24 ans, conseiller municipal de Saint-Malo.

LOIRE-ATLANTIQUE

2^e circonscription (Nantes) :

— Bernard Le Blavec, secrétaire administratif, 32 ans - Suppléant : Michel François, inspecteur des impôts, 34 ans.

7^e circonscription (Guérande) :

— Aldrig Russon, enseignant, 45 ans, membre du bureau politique de l'UDB - Suppléant : Gilles Barillot, agent PTT, 26 ans.

MORBIHAN

2^e circonscription (Auray) :

— Daniel Dolle, syndic des gens de mer, 29 ans - Suppléant : Henri Paulic, masseur kinésithérapeute, 41 ans.

5^e circonscription (Lorient) :

— Joël Guégan, enseignant, 43 ans, conseiller municipal de Lorient - Suppléant : Yannick Quénehervé, ouvrier SBFM, 24 ans.

6^e circonscription (Hennebont-Gourin) :

— Jean Groix, docteur vétérinaire salarié, 27 ans - Suppléant : Marcel Le Moing, technicien, 28 ans.

nos candidats en mars 78

SAINT-BRIEUC

Le Peuple Breton



Yvon GUERVENO

Je représenterai l'U.D.B. en mars 78 dans la 1^{re} circonscription des Côtes-du-Nord ; âgé de 34 ans, je travaille et j'habite à St-Brieuc depuis plusieurs années.

Mon suppléant, André Gauffeny, âgé de 42 ans est originaire de St-Quay-Portrieux. Le développement de notre parti dans le Penthièvre s'est concrétisé depuis quelques mois par la création de nouvelles sections, par des campagnes très actives, notamment pour l'emploi, ainsi que par notre participation aux élections : municipales à Saint-Brieuc, cantonales à Etalles. La campagne des législatives sera l'occasion de faire un nouveau pas en avant dans la diffusion de nos idées. Sur le plan local, nous défendrons les thèmes suivants :

— Saint-Brieuc doit rester une ville à taille humaine, son développement doit se rééquilibrer vers l'intérieur.

— Halte au tourisme de luxe (ex. : golf des ajoncs d'or à Saint-Quay-Portrieux), et au bétonnage des côtes.

— Défense de la pêche et des cultures marines dans la baie de Saint-Brieuc, et donc, de l'équilibre naturel de ce site ; nous sommes par conséquent hostiles à l'extension du port du Légué (construction d'une jetée de 2 km dans l'anse d'Yffiniac I). Les côtes de la Manche possèdent d'autres sites qui présentent moins d'inconvénients.

Sur un plan général, nous dénoncerons une nouvelle fois la situation coloniale de la Bretagne ; en popularisant les solutions du PDB, nous montrerons que la solution du problème breton passe par l'autonomie dans le socialisme.

BREST

Le Peuple Breton



Ronan LEPROHON

A Brest, dans cette ville qui compte plus de 8.000 chômeurs officiellement recensés, dans cette ville dont la municipalité vient d'être conquise par la gauche unie après plus de 40 ans de domination conservatrice, dans cette ville où s'étale la puissance de la militarisation de la Bretagne et où est basée la force nucléaire sous-marine française, il était naturel que l'U.D.B. présente un candidat.

Brestois d'origine, travaillant à l'Université, je suis ce candidat, soutenu par Mme Danièle Guégueniat, une infirmière puéricultrice que son métier amène à connaître à fond les difficultés quotidiennes de nombreuses familles brestoises.

Ma candidature a le sens d'un refus : le refus du plan Barre et de toute la politique réactionnaire que la Bretagne et la France subissent depuis 20 ans. Nous voulons une autre société avec d'autres priorités que le privilège ou l'argent. Cette société, ce sera le socialisme décentralisé, à visage humain.

Ma candidature est aussi une protestation contre la désunion de la gauche hexagonale et la fin de l'immense espérance que l'unité avait fait naître chez les travailleurs. A l'UDB, depuis 1964, nous sommes des chevaliers de cet idéal : l'union.

Ma candidature enfin est une fidélité. La fidélité au programme pacifique de la gauche et au refus de l'armement nucléaire. Au moment où se produisent de criminels ralliements à la force de frappe, nous autres — à l'UDB — nous restons fidèles à 20 ans de lutte de la gauche et nous disons non à la mort atomique, non à la force de frappe ruineuse et immorale. Il faut qu'à Brest, ce refus soit puissamment exprimé : il aura une valeur symbolique pour tout le pays.

HENNEBONT

Le Peuple Breton



Jean GROIX

La 6^e circonscription du Morbihan comprend 6 cantons : Hennebont - Plouay - Le Faouët - Gourin - Guéméné - Cléguérec. Pour 5 cantons, c'est l'exode permanent avec une baisse de population atteignant 10 % pour le canton de Guéméné entre 1968 et 1975.

— L'agriculture, pourtant pleine de possibilités (cultures légumières, transformation possible des produits de l'élevage) voit ses effectifs baisser rapidement (6148 emplois en moins en 7 ans).

— De même, dans le secteur bâtiment et T.P. les effectifs ont diminué pendant ces 7 ans.

— Au total, de 500 à 1000 emplois disparaissent chaque année de notre circonscription.

— Actuellement, c'est plus de 2 500 chômeurs que l'on compte dans la circonscription sans parler de ceux qui se sont expatriés pour survivre.

Aussi, face à ce pouvoir, soutenu par le député de droite sortant M. Cabellec, qui n'a d'autre solution à proposer aux jeunes travailleurs bretons que la **déportation avec prime à l'appui**, l'U.D.B. parti breton de gauche, est le **seul** parti à proposer des solutions permettant d'assurer un emploi pour tous les Bretons et de respecter ainsi **leur droit de travailler et vivre décemment en Bretagne** et ceci grâce à :

- une industrialisation basée :
 - sur la transformation des produits agricoles ;
 - sur l'exploitation des ressources minières locales (uranium, ardoise) ;
- une politique agricole :
 - assurant un revenu garanti aux agriculteurs grâce à des prix payés en fonction des prix de revient jusqu'à un certain volume de production ;
 - facilitant l'installation des jeunes grâce à la création d'un office foncier breton.

La vie de l'U.D.B.

TOUS A RENNES LE 25

C'est le samedi 21 février, en soirée, dans la salle des Lices à Rennes que se tiendra le meeting national de l'Union Démocratique Bretonne. Il faut faire de ce meeting un succès, il faut qu'il soit une date importante dans la vie du Peuple Breton, il faut que nous forcions par notre nombre, par notre présence les portes d'une information qui nous relègue trop souvent au rang des accessoires.

Bien sûr, nous n'avons pas Mitterrand nous, mais on ne fait pas forcément de la politique avec des vedettes : celles-ci risquent parfois de masquer les idées ! Il y aura quand même les candidats U.D.B., qui ont beaucoup de choses à dire, beaucoup de vérités à imposer, beaucoup d'impostures à démasquer. Et il y aura aussi notre camarade Gilles Servat pour la partie artistique de la soirée.

Tous à Rennes le 25, il y aura des cars qui partiront de diverses fédérations de l'U.D.B. de Bretagne et de l'émigration, parfois gratuits (1), dans d'autres cas pour une somme légère.

(1) ainsi la fédération du Haut-Vannetais informe ses sympathisants



Le Peuple Breton / Le Garrec

qu'elle organise deux cars gratuits pour le meeting du 25 février à Rennes : l'un partira d'Auray via Locminé, Josselin et Ploërmel ; l'autre partira de Vannes via Malestroit et Guer.

Pour tous renseignements et ins-

criptions, téléphoner ou écrire à :
Bernard Guérin
Goh Koët-Sal - Mériadec
56400 Pluneret
☎ 24.27.43.

LE "P. D.B."

C'est le texte sur lequel notre parti se bat actuellement, et le fera dans les mois à venir. Après avoir longtemps dénoncé, l'U.D.B. aujourd'hui propose. Après avoir imposé des analyses et des slogans longtemps décriés et aujourd'hui repris, l'Union Démocratique Bretonne expose son projet à court terme, explique ce qu'elle exigera, dès le mois de mars prochain, si la gauche l'emporte aux élections.

Le « Petit Livre du Peuple Breton » est en vente 5 F auprès des militants de l'Union Démocratique Bretonne ou au journal, en joignant 1,70 F de plus pour frais d'envoi.

L'ARGENT DES ELECTIONS

Alors que la lutte électorale bat son plein, que les panneaux d'affichage géants se couvrent d'effigies plus ou moins connues, que la télévision s'ouvre chaque jour aux leaders nationaux, les dix-sept candidats de l'UDB continuent un combat disproportionné. L'argent joue un rôle énorme dans ces élections et certains candidats ou partis dépensent 50 à 100 fois plus que l'U.D.B. par circonscription. Nos moyens sont d'autant plus insuffisants que nous ne

tenons pas à les mettre en entier en jeu pour les législatives : pour un parti comme l'U.D.B., la lutte ne s'arrêtera pas le 12 ou le 19 mars.

Lecteurs du Peuple Breton, vous pouvez nous aider, vous apporterez votre souscription en envoyant votre contribution à la lutte de l'U.D.B..

On trouve aussi le Programme démocratique breton à la librairie « Tazh an deiz », 45, rue du Goué-dic, Saint-Brieuc.

Je soussigné souscris pour les législatives 78
une somme de

20 F ☐
50 F ☐
100 F ☐
supérieure ☐

Les souscriptions resteront anonymes ;
seul leur total sera rendu public.

GUYANE:

L'ŒUVRE DE LA FRANCE ÉTERNELLE...

Vingt ans de gaullisme agrémentés de néo-gaullisme et de sauce giscardienne ont conduit la France à intensifier l'exploitation coloniale des derniers confetti de l'Empire. Comme la Nouvelle-Calédonie (cf. le Peuple Breton de janvier 1978), la Guyane n'échappe pas à cette règle : à Cayenne comme à Fort-de-France, à Pointe-à-Pitre ou à St-Denis, le pouvoir colonial règne en s'appuyant sur le mensonge, le silence et l'hypocrisie.

Une colonie de peuplement ?

Lors d'un voyage à Cayenne en août 1975, l'illustre Stirn, Secrétaire d'Etat aux Tom-Dom, a exposé aux Guyanais un « plan global » de mise en valeur de la Guyane — présenté un peu comme celui de la dernière chance — représentant en principe un investissement de 60 à 70 milliards d'anciens francs et fondé sur les 3 axes suivants :

- un ensemble de mesures de soutien et d'assistance technique à court terme ;
- un programme à long terme pour le développement de l'industrie papetière de la forêt guyanaise, en liaison avec plusieurs groupes privés français et américains ;
- un effort en faveur du peuplement, avec priorité aux citoyens français susceptibles de s'établir en Guyane.

L'objectif du plan, le « plan vert », était d'installer 30 000 personnes en Guyane, et surtout de combler le déficit de la balance commerciale française (300 milliards d'A.F. pour le bois) en développant la production de pâte de bois, et l'exploitation des richesses minières (bauxite, tantale, uranium, etc...).

Il importait donc de faire de la Guyane une véritable colonie de peuplement en implantant une population allogène choisie pour sa docilité. En 1975 il s'agissait de 40 000 Vietnamiens, sur une population de 60 000 Guyanais, projet abandonné devant le refus unanime et total qu'oppose le peuple guyanais. Puis cette même année, 30 000 colons français furent recherchés pour aller coloniser la Guyane. Là encore, le peuple guyanais s'est mobilisé, soutenu d'ailleurs par l'opinion internationale, d'où un nouveau recul du gouvernement français. Mais celui-ci n'a pas désarmé pour autant car en 1977 voici que l'on a cherché à implanter cette fois 40 000 colons Méos Mhongs, rescapés de la guerre d'Indochine, qui avaient choisi de servir les intérêts coloniaux et néo-coloniaux du Vietnam, au Cambodge et au Laos.

La riposte

Comme en 1974 et 1975, la riposte s'est organisée à l'appel des organisations représentatives du peuple guyanais, politi-



Construire des routes pour piller la forêt, avec le secours de 540 hommes de la légion étrangère.

ques ou syndicales, telles que l'U.T.G. (Union des Travailleurs Guyanais), l'U.E.G. (Union des Etudiants Guyanais), le F.L.N.G., le M.F.G. (Mouvement des Femmes de Guyane), etc...

Ainsi un « Mayouri » (1) s'est formé et organise depuis plusieurs mois la lutte intensive contre ce projet :

— Le jeudi 11 août 1977 devant une assemblée de plus de 1000 personnes le le « mayouri contre l'invasion et pour la survie du peuple guyanais » a tenu un important meeting à la mairie de Cayenne.

— Le 25 août, à l'appel du Mayouri et avec la participation d'organisations invitées (P.S.G. : Parti Socialiste Guyanais - Mo.Guy.Dé. : Mouvement Guyanais de Décolonisation) une grande manifestation de rue a eu lieu à Cayenne pour protester contre l'invasion orchestrée par les colonialistes français réunissant 2000 personnes environ, démontrant ainsi la volonté du peuple guyanais de s'opposer à l'installation des Mhongs.

— Mais le gouvernement colonialiste français s'est obstiné à vouloir réaliser son plan en dépit de la volonté populaire. Ainsi le 3 septembre 77, une première vague de 45 Méos a été débarquée sous

la protection d'un important service d'ordre.

— D'où la riposte du Mayouri le 17 septembre qui dénonce ce génocide par « persuasion » ou par « substitution ».

Silence on pille !

Car il faut savoir que dans le même temps on constate une accélération de l'émigration de la jeunesse guyanaise grâce aux bienfaits des marchands d'hommes du Bu.Mi.D.O.M. (Bureau des Migrations des Départements d'Outre-Mer) grand pourvoyeur de Michelin, Peugeot et Simca.

Tel est le résultat d'une politique colonialiste destinée à exploiter sans vergogne ce petit peuple dont la conscience grandit au fur et à mesure des coups portés à son pays. Sur le plan économique en effet, la Guyane assiste comme on l'a vu au pillage systématique et organisé de toutes ses richesses naturelles (2). Dans l'agriculture on assiste à un véritable transfert de richesses, les terres et les crédits étant systématiquement réservés aux colons étrangers (français essentiellement) surtout lorsqu'ils

sont puissants. Et l'on assiste ainsi au développement d'une agriculture d'exportation dépendante, tandis que l'assimilation économique consiste à intégrer de plus en plus la Guyane à la France et au Marché Commun, pour la transformer en marché de consommation et pourvoyeur de matières premières à bas prix.

Selon le pacte colonial, il n'est jamais question d'installer des usines de transformation dans les colonies sauf si cela répond aux besoins et aux exigences de la métropole (exportation de la pollution par exemple). Ainsi sur le plan social le chômage est la conséquence directe des conditions économiques qui se dégradent. Il touche à la fois la population active guyanaise remplacée par les Français, tandis que la jeunesse est contrainte à l'expatriation. Le pouvoir d'achat du travailleur se trouve complètement détérioré du fait du coût de la vie (inflation de 20 % par an). L'augmentation des loyers résultant de la spéculation immobilière, retire aux Guyanais toute possibilité d'accéder à des logements convenables que s'approprient les Français aux revenus supérieurs. Le chômage s'accompagne d'une délinquance et de prostitution sous toutes ses formes. Dans sa politique d'assimilation forcée, le gouvernement colonialiste français intensifie ses pratiques tendant à faire du Guyanais un assisté et favorisant un sentiment de dépendance à l'égard de la France.

Dans le domaine culturel également sont anéanties peu à peu l'identité et l'authenticité du peuple guyanais, ses coutumes, en un mot sa culture selon un processus que nous connaissons malheureusement trop bien. L'école et la radio sont autant d'instruments de déculturation, le créole y étant traité avec autant de mépris que la langue bretonne.

Pour couronner le tout, le renforcement de la présence militaire (Légion Etrangère, Base spatiale de Kourou) et l'utilisation d'un clergé rétrograde et dévoué au pouvoir colonial (Mgr Morvan, évêque de Cayenne est comme par hasard un Breton) (3), font de la Guyane un témoignage vivant de la persistance du colonialisme français.

Les travailleurs guyanais en lutte

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner de l'intensification des luttes menées par les travailleurs guyanais et de la radicalisation de l'expression politique. Dès 1971 en effet l'U.E.G. se prononce pour l'indépendance nationale. En 1973, c'est l'U.T.G. qui avance la thèse de l'indépendance, suivie du F.N.L.G. et en 1974 du Mo.Guy.Dé. Il en résulte une montée des luttes de masse, une multiplication des grèves qui ont entraîné l'inévitable répression de la part d'un colonialisme inquiet de cette brusque prise de conscience.

C'est dans ce contexte que l'Union des Travailleurs Guyanais a mené dès le début du mois d'octobre une vaste campagne d'information à travers la Guyane. Un budget-type (portant sur 135 articles) démontre clairement la dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs et la nécessité de mener une lutte revendicative pour l'augmentation du SMIC. Le SMIC horaire, en Guyane, était en novembre de 7,82 F contre 9,58 en France. Compte tenu de ce que le gouvernement

colonialiste lui-même estime que le coût de la vie en Guyane est de 40 % plus élevé qu'en France, les travailleurs exigent que le SMIC soit porté à 10,84 F de l'heure.

Après une entrevue des responsables de l'U.T.G. avec le pouvoir colonial représenté par le préfet, le mot d'ordre de grève illimitée a été lancé le 14 novembre à tous les travailleurs du secteur privé. Des manifestations de rue ont eu lieu à Cayenne, appuyées par les lycéens (les futurs chômeurs !) et les syndicats d'enseignants.

Le pouvoir colonial inquiet devant l'ampleur du mouvement a fait arriver des renforts, quelques centaines de C.R.S., qui ajoutent encore à une situation déjà tendue la perspective de la répression policière.

En août 1975, Stirn l'ingénu, définissait ainsi dans « Le Figaro » la politique française en Guyane : « Pour la Guyane française, c'est maintenant l'heure de la rédemption (sic)... Pour entrebâiller le gigantesque manteau forestier qui permettra dans quelques années de compenser notre déficit de pâte à papier — lequel était de 2 milliards de francs en 1973 et risque fort, si rien n'est entrepris, d'être de 10 milliards en 1985 — il faut des routes, des ports et des unités de transformation, il faut bien sûr des hommes, dont le manque jusqu'ici a été l'autre mal endémique de la Guyane. Tout indique que les Français de toutes les régions de France et des DOM viendront en nombre suffisant renforcer les Guyanais qui ont hâte maintenant de mettre au soleil des trésors qui s'appellent bois, bauxite, cuivre, uranium, argent et or, malheureusement dispersés sur 90 000 km² où ne vivent que 50 000 habitants... Aujourd'hui c'est un contrat sûr, un contrat à long terme que le gouvernement passe avec les Français. Pour que la Guyane devienne définitivement le centre de gravité de cette « France équinoxiale » (?) que la crise, mais aussi la volonté et la solidarité de tous les Français convient à une éclatante revanche sur l'histoire ».

Au-delà des rododromes d'un ministère dont les volte-faces politiques n'ont pas fini de nous étonner, quel aveu cynique de la part du gouvernement ! Car voici très clairement énoncés les principes fondamentaux du colonialisme français : exploiter et piller ces pays lointains pour le seul profit de la France éternelle, et avec tous les aventuriers qui voudront bien se joindre à cette triste besogne. Quant à ceux qui pensent différemment, le chômage et l'inflation auront tôt fait de les convaincre des avantages du statut de balayeur dans le métro parisien.

Telles sont les raisons qui rendent aujourd'hui les travailleurs bretons solidaires de la lutte des travailleurs guyanais.

Hervé Grall.

(1) Mayouri : terme créole guyanais qui signifie un rassemblement pour effectuer un travail en commun.

(2) Le rôle du B.R.G.M. dans le domaine des richesses minières est bien le même qu'en Bretagne : il sert de rabatteur aux trusts qui contrôlent les matières premières.

(3) C'est-à-dire que fils de petit paysan breton, colonisé lui-même, il appartient aussi à ce clergé que le pouvoir colonial a si habilement utilisé en Bretagne.

Peuples opprimés

ILES CANARIES

En réponse à l'assassinat d'un étudiant canarien, Javier Fernandez, le 12 décembre dernier, par les forces d'occupation espagnoles, le MPAIAC (Mouvement pour l'Indépendance et l'Autodétermination de l'Archipel Canarien) a entrepris un certain nombre d'opérations armées. Du 13 au 16 décembre, plusieurs dizaines d'attaques ont eu lieu contre différents objectifs économiques militaires. Cette radicalisation de la lutte est aussi le signe de la détermination des patriotes canariens pour la libération du peuple guanche.

TERRITOIRES INDIENS

Un exemple de discrimination à l'égard des peuples indiens aux Etats-Unis. C'est l'un des bienfaits de la civilisation américaine : voici un « logement » d'indiens navajos aux U.S.A. !

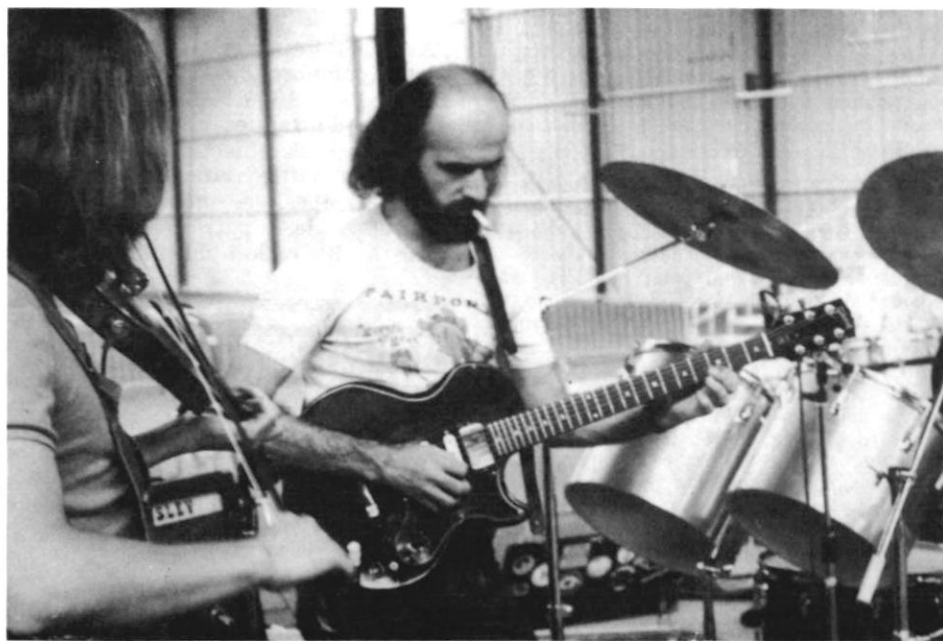


Logements navajos aux U.S.A.

CHILI

Répondant à l'O.N.U. et à l'opinion publique mondiale, Pinochet a cru pouvoir désamorcer la réprobation internationale en organisant un référendum truqué dont les résultats en apparence favorables à la junte militaire, ne trompent personne, y compris parmi les plus modérés. Car la situation du Chili empire chaque jour : sur le plan économique tout d'abord avec un chômage sans précédent (20 %) qui entraîne un appauvrissement dramatique d'une partie importante des paysans et ouvriers chiliens. Sur le plan des libertés aussi quand on songe aux milliers de personnes disparues après leur arrestation depuis l'avènement du fascisme. La grève des mineurs de cuivre qui a eu lieu en novembre, constitue un refus de la politique économique de la junte militaire et ouvre des perspectives importantes pour tout le mouvement syndical chilien.

DAN AR BRAS : « DOUAR NEVEZ »



Le Peuple Breton / J.L.F.

En musique, tout est affaire de goûts. Et ceux-ci se partagent généralement, en Bretagne, entre la passion pour la musique et les instruments traditionnels celtiques et celle pour la musique moderne, d'inspiration anglo-américaine, et les instruments électriques et électroniques. Au risque de déplaire aux uns et aux autres, Dan ar Bras, le fidèle guitariste d'Alan Stivell mélange les genres et vient de publier un disque qui fera date. Inspiré par la légende d'Ys, il nous offre une remarquable composition musicale — les créations musicales en Bretagne sont assez rares pour que le fait soit souligné — près de 43 minutes, une sorte de poème en musique. Une douzaine de séquences, dont les titres empruntent aux divers épisodes de l'aventure de Dahud, permettent au compositeur et à l'interprète Dan ar Bras de donner toute sa mesure. Le disque comme l'homme sont difficiles à classer. Tantôt le style de la guitare électrique évoque les grands du rock anglo-saxon, tantôt la flûte et « Uilleann pipe » rappellent certains airs instrumentaux de « Renaissance de la harpe celtique » d'Alan Stivell et de son groupe. On se sent un peu en terrain défriché, avec des airs comme « orgies nocturnes », dont le rythme et l'orchestration rappellent « pop plinn », mais souvent l'impression dominante est la découverte de la nouveauté (« l'ennui du roi » 2^e face).

Oui, il s'agit d'une authentique création, qui innove autant qu'elle emprunte. L'ensemble est servi par la très bonne qualité de l'enregistrement et aussi par les qualités collectives et individuelles du petit groupe de musiciens réunis autour de Dan ar Bras. Certains ont déjà participé à l'œuvre de Stivell (Patrig Molard, Michel Santangeli), d'autres sont nouveaux venus (Benoit Widemann, Dave Pegg à la basse). L'ensemble est homogène et précis. Musique pop, musique celtique ? Laissons aux spécialistes le soin de répondre. Pour nous, c'est l'expression musicale brillante et intense d'un musicien breton qui retrouve sa terre et ses légendes, riche d'une expérience de folk celtique menée en compagnie de Stivell, et de solides qualités de guitaristes de rock, acquises et perfectionnées un peu partout en Europe. Après un disque si réussi, nous attendons avec intérêt le premier « tro Breizh » de Dan ar Bras et de son groupe.

Jean-Jacques Monnier

(1) Disque Hexagone, Filipacchi music, A 883009. Certains arrangements rappellent curieusement le dernier album des Shadows, « Tasty », (EMC 3195 - EMI records), sorti à la même époque, ce qui rattache clairement Dan ar Bras au grand courant de la guitare « rock » et « pop » des années 60-70.

« Luites politiques et sociales
à Douarnenez - 1890-1925 »
de Maurice Lucas.

L'HISTOIRE est certainement une chose trop sérieuse pour être laissée aux mains des historiens. Par historiens, entendons les professionnels du trou de mémoire, ceux qui oublient dans leurs manuels de parler de la Commune de Paris ou des mutins de la guerre 14-18. Dans cette histoire-là, le peuple n'apparaît jamais que comme faire valoir quand il n'est pas chair à canon.

Qui que nous soyons donc, Breton ou autre, on nous a volé notre Histoire. Il est temps de la reprendre, mieux : de la dire. C'est certainement le premier mérite du livre de Maurice Lucas. Ce livre est paru en 1975. Il a été imprimé à Morlaix et l'« éditeur » semble avoir été le Conseil Municipal de Douarnenez. Il y a là un deuxième mérite mais peut-être, en retour, une difficulté. Ce livre important ne paraît pas avoir été l'objet de la diffusion commerciale habituelle. C'est dommage pour nous tous. Les plus jeunes, lycéens ou étudiants, trouveront là matière à exposés et débats, les autres, matière à discuter avec les témoins qui ont connu ce temps de la sardine. En 1978, espérons-le, il est peut-être encore temps de réparer un oubli.

Le livre de Maurice Lucas, très riche en détails et en sources, est de par ce fait même à lire d'une traite. Douarnenez 1890-1925 est un monde turbulent de marins, d'ouvrières d'usines et de soudeurs de boîtes de conserves. Il s'agit d'un prolétariat maritime issu de l'« industrialisation » du XIX^e siècle, c'est-à-dire des ateliers de presses à sardines. Cette population évolue de misère en pauvreté et les années n'y changent rien. Ainsi en 1924, une ouvrière devait travailler 21 heures pour pouvoir s'acheter un kilo de café ! Compensation inévitable à cette existence : l'alcool. « N'est-il pas effrayant, cite un rapport de police de 1890, de voir le grand nombre de gens atteints de folie et les suicides de toutes sortes, conséquences fatales des abus répétés de l'alcool que l'on constate ici... »

Face à ce prolétariat : un patronat usinier arrogant, de droit divin, disons, puisque soutenu par l'Eglise. Le clergé est reçu dans les usines pour des causeries et des conférences. Et les couplets de la droite, lors des élections, ressemblent un peu à des cantiques : « N'est-ce pas une monstrueuse inégalité que de permettre à un patron de travailler vingt-quatre heures par jour si cela lui plaît, faisant des bénéfices proportionnés à la somme de travail qu'il fournit et d'interdire en même temps à tous les ouvriers travaillant ensemble dans un même atelier, aux ouvriers soudeurs par exemple, de fournir plus de dix heures et demie de travail par jour ? Comme ils sont payés à la pièce, il est évident qu'en réduisant leur temps de travail, on réduit par cela même les salaires qu'ils devraient avoir la liberté de grossir selon leurs besoins en

DE DOUAR AN ENEZ A DOUARNENEZ : QUAND L'HISTOIRE DEVIENT FIERTÉ D'ÊTRE SOI-MÊME

prolongeant à l'occasion, un peu leur labeur. » !

Mais l'évolution de la population de Douarnenez et celle de ses révoltes n'obéissent pas, comme on pourrait le croire, à un manichéisme simpliste. Une ouvrière, Marie Belbéoch déclare : « Je suis enfant de Marie et je crois en Dieu, personne ne m'empêchera de pratiquer. Néanmoins je suis venue à votre syndicat (« rouge ») parce que les patrons qui se disent religieux ne le sont pas... » Autre exemple : aux obsèques religieuses de Velly, maire de Douarnenez, la fraction communiste, non sans pourparlers, obtint du clergé de prendre place en fin de cortège avec la bannière syndicale !

Tout ce livre donc donne une image de la Bretagne que l'on dirait insolite à plaisir. Il y a loin de tout cela avec la résignation habituelle que l'on prête, par commodité, aux Bretons. Et c'est réellement là le piège de l'histoire officielle : faire ignorer aux gens d'où ils viennent pour mieux les faire aller où ils ne voudraient pas. Les luttes sociales en Bretagne ont été les mêmes qu'ailleurs, qu'à Carmeaux, qu'aux mines de Courrières. Le seul conflit de 1924 le prouverait assez. Maurice Lucas s'étend sans doute

plus sur cette partie que sur les révoltes des soudeurs, plus anciennes, lors de l'apparition des serti-seuses. Mais ceci n'enlève rien à la valeur de son propos.

Disons même que tout est dit et par M. Béziers lui-même, une sorte de patron des patrons de la conserve.

— Nos ouvrières gagnaient 0,20 F avant la guerre. Elles gagnent 0,90 F maintenant. Elles ont donc été augmentées de 500 %...

Il affirme :

— La vie en Bretagne est pour rien. Nos ouvrières ont de quoi vivre ».

Afin que tout le monde en soit bien persuadé, il fait descendre des briseurs de grève de Paris, au tarif de 100 F par jour ! Ils étaient 16. Le Flanchec, maire de Douarnenez, est blessé par balle au « Café de l'Aurore », incident qui influera sur l'évolution favorable du conflit. Douarnenez est en liesse. Charles Tillon, le mutin de la Mer Noire est là, ainsi que beaucoup d'autres. En liesse, mais pour combien de temps ? « Chaque année, écrit Maurice Lucas, dans son épilogue, des jeunes Douarnenistes doivent quitter la ville pour s'en aller travailler ailleurs. Le vieillissement de la population s'accroît. La ville a perdu de ses habitants entre le recensement de 1962 et celui de 1968.

On voit approcher le moment où Douarnenez ne sera plus qu'une cité touristique mal équipée, en été, et une cité-dortoir en hiver ».

Est-ce à dire que toutes ces peines, ces luttes auraient été pour rien ? Seul l'avenir y répondra. A cette réflexion sur l'histoire on pourrait en ajouter une autre. Que deviendront dans l'histoire à faire les luttes d'aujourd'hui ? Trans-océan, Braff, Chantelle, Sopromer... ? A lire ce livre, on éprouve le sentiment que cette histoire, il nous faut aussi l'écrire nous-mêmes. Tout ce qui n'est pas photographié, enregistré, filmé est perdu pour trop longtemps. On se dit aussi que le cinéma breton aurait là matière à un scénario extraordinaire. Enfin, on regrette que Maurice Lucas n'ait pas été invité à une certaine émission « Apostrophes », lui qui avait tant de choses à dire. Il se veut peut-être plus modeste. A nous de rétablir la vérité.

Jeff Falmor.

Maurice Lucas
Luttes politiques et sociales
à Douarnenez

Renseignements :
Mairie de Douarnenez.



Etêtage et séchage des sardines à Douarnenez.

EN BRETON DANS LE TEXTE

Par Yann-Ber PIRIOU

evidon va-unan

Il est bon que le lecteur de 1978 puisse lire *Ar spont, Kanaouenn drist, An ene dianket, Gouestl* et quelques autres pièces de ce recueil où la poésie s'appuie parfois sur la prose triste des paroles trop souvent entendues :



Le Peuple Breton / JLF

Alors que certains rentraient dans les pantoufles de l'aliénation acceptée, alors que d'autres prématurément marqués de la peste brune, cherchaient à se refaire une vertu en allant « casser du viet » en Indochine française, il y avait aussi ceux qui, debouts parmi des ruines encore fumantes, reprenaient la lutte contre le fanatisme, la mauvaise foi et l'ignorance. **Evidon va-unan** porte témoignage pour cette immense désespérance des années cinquante. Cette traversée du désert devait être rappelée.

• Ceux qui ont cru en la liberté
Cru en la beauté, en la vérité,
Cru en leurs frères,
Cru en nous
Quand nous n'existions pas encore,
J'aimerais être de ceux-là.
Et nous voilà, enfants,
Embarqués dans le train du monde
Dans le vacarme des insultes rouges
Et des rires jaunes
Dans le vacarme de la défiance
Du mépris et de la haine
Et nous ne savons pas vers où por-
[ter nos pas.] (1)

« Le voyage dure un mois
On débarquera à Sydney
Et après, on prendra le bateau
Pour Nouméa.
Encore huit jours de mer.
C'est plus rapide pour aller d'Argen-
[ton à Moscou]
On dit que les filles du pays
Sont belles.
Le voyage coûte
Cent-cinquante mille francs.
C'est très loin d'Argenton. »
Il coupera des cheveux, fera la
[vaisselle,
Travaillera comme serveur dans le
[restaurant de son beau-frère.
Et quand il sera bien installé,
Là-bas,
Il fera des économies
Et comptera à la fin de l'année
Pour voir s'il a assez pour revenir
[à Argenton.
Ce qui n'est pas sûr du tout.] (2)

« De méchants poèmes » (3) écrit

Monsieur Fanch Trimer le très parisien critique dont la signature voisine parfois curieusement dans **La Bretagne à Paris**, avec celles de Charles Le Quintrec et de G. Cadiou, secrétaire général de l'U.S.B.I.F. Venant d'un homme qui se flattait, il y a encore peu de temps, d'être « un anti-poète » (4), le propos mérite d'être relevé.

Que Ronan Huon ne regrette donc pas d'être exclu du petit Walhalla de Monsieur Trimer. Les muses y côtoient, paraît-il, d'assez sinistres personnages.

- (1) **Gouestl** page 49
- (2) **An divroer** page 79
- (3) in **La Bretagne à Paris** du 1-4-77
- (4) in **An Tribann**, n° 35-1963 page 15

deiziataer 78

Voici quelques années déjà que **Skol an Emsav** a pris l'habitude d'éditer un agenda entièrement en langue bretonne. Celui de cette année marque un progrès certain. Sous une élégante couverture plastifiée, il offre, en plus du calendrier habituel, une carte de Bretagne, les adresses des permanences de **Skol an Emsav**, celles des principaux centres culturels du pays, une note sur chacun des journaux et revues en langue bretonne (quinze en tout!), un tableau des mutations et une liste complète des communes des cinq départements avec leur numéro de code postal et leur nom en breton. Bref! C'est l'agenda qu'il faut se procurer à tout prix.

Ecrire à **Skol an Emsav**
2, rue du Béarn - 29000 Kemper
(joindre 12 francs pour les frais)

ober gant ar brezhoneg

Un effort intéressant pour renouveler la pédagogie des cours de breton. Ce premier fascicule, qui en annonce d'autres, est l'œuvre de Jos Korbel, un ami des premiers jours. Chans vad dit, Jos!

Ecrire à **J. Corbel**
Eider, Font de l'Ange
83400 Hyères

TOUS LES LIVRES

Rayon spécialisé : « Bretagne »

LIBRAIRIE GUEUGNON - Rue du Port - LORIENT

Ph. Bulloz



Quand les communards bretons mouraient en rade de Brest

LEURS noms ne figurent sur aucun monument aux morts. La plupart d'entre eux avaient quitté la Bretagne, leur pays d'origine, pour trouver à Paris de modestes emplois. Travailleurs, ils participèrent à l'insurrection de la Commune de Paris en 1871. Ils échappèrent aux balles des Versaillais, qui utilisaient leurs frères, les « mobiles » originaires de Bretagne pour l'atroce massacre du prolétariat.

Mais ils n'échappèrent pas à la répression déchainée par la bourgeoisie « versaillaise », effrayée par la Révolution parisienne. Avec ou sans jugement, ils furent déportés et vinrent s'entasser, parmi leurs camarades parisiens, provinciaux français et étrangers sur les sinistres « pontons » de la rade de Brest : 10 vaisseaux insalubres, hôpitaux ou prisons flottantes où le régime alimentaire, les conditions repoussantes du séjour eurent raison de leurs pauvres vies (1).

Ils moururent avant que d'être expédiés en Algérie ou en Nouvelle-Calédonie. Ils moururent à bord du navire-hôpital « la Souveraine », comme Gaston Durand, ce jeune déporté parisien, un mécanicien de 14 ans et 2 mois, un gosse... Ils moururent sur d'autres pontons...

Prolétaires de Bretagne, exilés à Paris, solidaires de leurs camarades de la capitale, insurgés, réprimés, déportés, ils sont morts pour la révolution et méritent bien cette modeste page de notre journal. Et si des fois des municipalités en veine d'inspiration, ou lassées des « rue des Camélias » et autres « allée des Hortensias » voulaient consacrer une plaque de rue à ces victimes, elles honorerait le peuple breton : nous avons déjà bien assez de noms de généraux, d'amiraux ou autres Sévigné comme cela !

Les premiers communards arrivè-

rent en rade de Brest à partir d'avril et les convois se succédèrent pendant un an. 171 communards moururent en rade de Brest : il semble qu'ils aient tous été déportés sans jugement.

Parmi eux on trouve Edouard-Marin Themoy, un balayeur de 62 ans. Il décède le 21 juin 1871 à bord du vaisseau-hôpital « La Renommée ». Il était marié et originaire de Saint-Quay-Portrieux. Le mois suivant, c'est à bord du ponton « La ville de Lyon » que meurt Romain-Joseph Blanchet, un cordonnier natif de Fougères. Il était veuf et avait 53 ans. Des Côtes-du-Nord, de Merdrignac précisément, venait Louis Gayet, marié, 42 ans : il meurt le 10 septembre 1871 à bord de la « Souveraine ». Six jours plus tard, sur le même navire, s'éteint un journalier né à Quimperlé, célibataire et âgé de 27 ans : il s'appelait Maturin Tovoile... Le mois suivant, c'est sur le ponton « La Renommée » que périt le charcutier Joseph Quélen, marié, âgé de 32 ans et 9 mois et natif de Plésidy dans les Côtes-du-Nord. Enfin, le jour de la Saint-Sylvestre 1871, sur le même vaisseau s'éteignait Michel Troteau : il avait 64 ans ; c'était un boulanger originaire d'Anetz, en Loire-Atlantique (2).

Certains communards déportés, malades, ne décédèrent pas à bord de leurs navires-prison. Ils furent hospitalisés au lazaret de l'île Treberon, dans la partie de la rade de Brest qui dépend de la presqu'île de Crozon. Parmi ceux qui moururent dans cet établissement on compte deux Hauts-Bretons : la profession du premier, Louis Peignon, ne nous est pas connue mais nous savons qu'il avait été transféré du ponton « Napoléon » le 16 janvier 1872. Natif de Nantes, il avait 58 ans lorsqu'il mourut moins d'un mois plus tard, le 8 février 1872. Le 9 mars 1872, c'est au tour d'un charpentier de 51 ans, provenant du ponton « Ville de Bordeaux » et arrivé le 18 février du lazaret : il était né en Ille-et-Vilaine, dans la commune de Tremblay et se nommait Jean Dauvergne.

Eugène Granados, quand à lui, est le benjamin des victimes bretonnes. Natif de Nantes, il était domicilié à Paris où il fut jugé avec la plupart de ses camarades communards. Il mourut le 19 février 1873 au fort de Quélern, dans la commune de Roscanvel où il était enfermé : il avait 23 ans et exerçait le modeste métier de journalier.

Enfin pour conclure ce martyrologue, il faut mentionner deux derniers décès qui portent à plus de 4 % le nombre des Bretons parmi les déportés de la commune morts en rade de Brest ou aux environs. Ces malheureux décédèrent à la maison centrale de Landerneau où plus de 500 communards étaient détenus dans des conditions si dures qu'elles déclenchèrent plusieurs révoltes en 1873 et en 1875. Parmi les 17 communards morts dans cette prison, deux sont donc Bretons : l'un, domicilié à Paris, était natif de Saint-Pol-de-Léon. Il se nommait Armand Breton et il n'avait que 31 ans à sa mort le 21 juin 1873. L'autre était né le 14 décembre 1819 à Saint-M'Hervé en Ille-et-Vilaine : il exerçait la profession de frappeur et s'appelait Pierre-René Delhomel.

Cette simple incursion dans une liste locale de victimes de la répression anti-communarde montre combien la grande révolte de la capitale rassemblait des gens d'origine variée. Elle montre aussi que le peuple breton n'était pas absent de ce grand moment de l'histoire du mouvement ouvrier. Des historiens et des politiciens intéressés nous avaient jusqu'ici un peu trop entretenus des seuls Bretons « blancs »... Qui s'étonnera que le P.B. ouvre ses colonnes à l'histoire de nos ancêtres « rouges » ? Ils sont chez nous en bonne compagnie.

Ronan Leprohon

(1) La liste complète des déportés se trouve dans l'article de Jean Foucher et Georges-Michel Thomas, Les Déportés de la Commune morts en rade de Brest, dans le tome CII du Bulletin de la Société archéologique du Finistère, 1974, pages 155 à 171.

(2) Loire-Inférieure à l'époque.

**J'EXPRIME UNE BRETAGNE EN LUTTE,
L'ANTICIPATION
D'UNE BRETAGNE DÉCOLONISÉE**

L'ITINERAIRE D'ALAN



Le Peuple Breton :

Commençons par des généralités pour mettre les choses en place : dans ta musique, on trouve une assez grande diversité, qui va de la restitution fidèle de la tradition populaire bretonne à des arrangements ou compositions de style quasi-classique ou au contraire proche de la musique pop. Que signifie cette diversité ?

Alan Stivell :

Je crois que c'est d'abord une question de claustrophobie. Tout individu qui éprouve un besoin de liberté à la bougeotte et a souvent le sentiment d'être un peu en prison, d'où le besoin de repousser les murs le plus loin possible. C'est vrai sur tous les plans et pas seulement pour la musique, et tout ce qui peut contribuer à ça est bon. Pour parler plus précisément de la musique, c'est une question d'expression vraie. Tout individu,

donc tout musicien, vit à un endroit sur la planète et il est influencé par tout ce qui se passe sur l'ensemble de la planète. D'un autre côté, bien entendu, il est à un endroit précis et donc c'est l'influence de son coin qui prédomine. Mais si ce musicien exprime sa réalité vraie, on doit trouver en même temps dans sa musique des choses qui font penser à la musique de tout l'univers. Je crois que c'est un devoir d'exprimer tout ça, alors qu'un musicien a souvent tendance à n'exprimer qu'une partie de lui-même. Un troisième point, souvent mal compris, concerne l'évolution musicale. Les compositeurs classiques, par exemple, sont passés d'une musique tonale à une musique atonale, et on a un peu l'impression que tout nouveau moyen d'expression tend à rendre désuets, démodés, les précédents. C'est un point de vue que je rejette complètement : aucune forme musicale

n'est jamais dépassée. Il doit y avoir élargissement et non remplacement. Toute forme musicale doit survivre et cohabiter avec les formes nouvelles.



Pourtant ta musique a bel et bien changé. Dans tes dernières productions, notamment, la part de l'utilisation de la tradition se réduit ou disparaît au profit de la création pure.

Mes deux derniers disques sont en effet de la création pure. Ils représentent une troisième étape dans ma démarche de chanteur-musicien. On ne peut faire de vraie musique populaire sans plonger d'abord ses racines, qui ont été artificiellement coupées, dans la tradition populaire. La première étape était donc le

STIVELL

folk celtique, c'est-à-dire une évolution limitée et prudente par rapport à la musique traditionnelle, cette étape imprimant simplement une direction à l'évolution ultérieure. La deuxième étape était le progressif folk, surtout basé sur des thèmes encore traditionnels, mais avec une liberté d'interprétation non limitée. La troisième étape est surtout basée sur la création. En m'exprimant individuellement, je cherche à exprimer aussi une Bretagne en lutte, avec ses tensions et ses violences, ses désespoirs et ses espoirs, l'anticipation d'une Bretagne décolonisée, d'une société harmonieuse. Exprimer une Bretagne vivante, ce n'est pas répéter inlassablement les vieux thèmes et les vieilles danses d'une Bretagne morte en 14-18.

Mais chaque étape ne renie pas la précédente. Si j'ai voulu passer par trois étapes, ce n'était pas tellement pour moi-même, puisqu'en fait j'avais composé bien avant de commencer à chanter. C'était une nécessité technique pour les musiciens que j'avais à l'époque, qui ne connaissaient pas la musique bretonne et avaient donc besoin d'assimiler la tradition. C'était aussi une nécessité psychologique pour le public, et surtout le public breton, qu'il fallait réintéresser à son propre patrimoine musical. Si on lui avait donné directement des créations, il n'aurait peut-être pas fait le lien et je n'aurais pas pu faire une vraie musique populaire.

Justement, comment peut-on caractériser l'apport spécifiquement breton ou celtique, pour un public qui recevrait directement tes créations à travers les multiples courants d'échange de notre époque ?

Une culture vit et respire, et c'était vrai déjà de la culture traditionnelle, d'une manière dialectique, en se nourrissant d'un côté des influences extérieures, et de l'autre en manifestant son identité, sa personnalité, en créant, y compris à partir de ces influences extérieures. On a toujours tendance à vouloir définir une musique celtique en disant « Ah oui, mais tel thème est d'origine flamande, etc... », alors que justement ce qui est le plus caractéristique d'une culture vivante, c'est sa manière de transformer et de digérer les influences extérieures. On le voit par exemple dans la décoration du mobilier breton ou dans les costumes. Seulement, dans le monde actuel, il est difficile de lutter contre les influences extérieures exagérées que nous imposent principalement les impérialismes américain et français. On ne peut aujourd'hui prétendre s'exprimer librement, en échappant à la volonté impérialiste, sans faire un

Le Peuple Breton/JLF



effort de ré-enracinement dans la continuité de la culture populaire bretonne, par l'étude de la langue et de la musique traditionnelle. Il faut avoir intériorisé la Bretagne passée.

Sur le plan de la création, ça se traduit par certaines caractéristiques qui sont des constantes de la musique celtique. La phrase musicale se construit sur un squelette quasi pentatonique et un bourdon, et en principe la quarte et la sixte sont augmentées d'un quart de ton, ce qui correspond à l'échelle de la cornemuse écossaise. Sur le plan rythmique, l'interprétation est influencée comme par un aimant tournant lentement à l'arrière-plan. Et ça c'est très particulier à la musique celtique, qui correspond bien, finalement, à l'art décoratif celtique basé sur des spirales et des courbes, où un ordre existe mais se laisse cacher presque complètement par la fantaisie.

Et pour finir : tes projets ?

Il faut d'abord expliquer pourquoi pendant trois ans je n'ai pratiquement pas tourné ni en France ni en Bretagne. Je conçois en fin de compte mon travail d'une manière presque maritime, sous forme de marées. Je mets les gaz à fond pendant trois ans, je laisse planer pendant trois ans, je remets les gaz à fond pendant trois ans, etc... Il me paraissait nécessaire à un moment donné de pous-

ser à fond la musique celtique, au risque que ça puisse devenir une mode, et il me paraissait aussi nécessaire de laisser les choses un peu se décanter pour laisser retomber tout ce qui avait un caractère de mode et repartir ensuite sur des bases beaucoup plus profondes. Pendant ces trois ans, j'ai quand même tourné à l'étranger : en Australie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, etc... C'était aussi une nécessité : une culture a besoin, pour vivre, de respirer et de se faire connaître dans le monde entier.

Maintenant, je repars à fond, avec une musique qui a atteint une nouvelle étape, et une nouvelle équipe musicale en majorité bretonne. J'ai voulu qu'il y ait un concert en Bretagne avant qu'il y en ait un à Paris. Ensuite il y a donc la tournée bretonne, puis il y aura une tournée française, et enfin d'autres tournées à l'étranger, en particulier aux Etats-Unis et au Japon. C'est très important que ma musique soit connue dans le monde entier, non pas pour ma fierté personnelle, mais pour les Bretons eux-mêmes, pour faire disparaître les complexes. On peut chanter en breton en Australie, avec 2500 personnes à Melbourne et des gens qui essayaient de danser, etc... On ne peut plus dire « votre langue, c'est bon pour quelques égarés dans les coins perdus » quand on chante en breton à New-York ou en Australie. Et ça, les gens ne le réalisent pas assez.

Propos recueillis par J. Le Fèvre.

FÉVRIER 78 : TOURNÉE BRETONNE

VENDREDI 10	:	SAINT-MALO
SAMEDI 11	:	SAINT-NAZAIRE
DIMANCHE 12	:	NANTES
MARDI 14	:	MORLAIX
MERCREDI 15	:	LANNION
JEUDI 16	:	LORIENT
VENDREDI 17	:	BREST
SAMEDI 18	:	CARHAIX
MARDI 21	:	SAINT-BRIEUC
MERCREDI 22	:	RENNES

SURPRENANTES DECEPTIONS !

Ainsi donc la « charte culturelle » est revenue de Paris, et certains se déclarent surpris ou déçus de ce qu'il en reste. Leur surprise est bien surprenante !

Y a-t-il cru un instant, le Bleun-Brug, qui constate aujourd'hui que la « charte culturelle a perdu l'essentiel de sa raison d'être ? ». Il faut croire que oui, en dépit du scepticisme affiché... a-posteriori.

Y a-t-elle cru, l'organisation « Emgleo Breiz » qui se répand dans les journaux en lamentations sur la « déception des Bretons » après la nouvelle mouture de la charte ? Sans doute un peu, si l'on sait que le principal rédacteur des communiqués d'Emgleo Breiz est un membre du P.S., conseiller régional, qui n'avait pas voté contre la charte en automne dernier.

Seul à l'époque le conseiller régional U.D.B. avait voté contre la charte, la droite votant pour et la gauche française s'abstenant ou refusant de voter.

Est-ce en raison de cette position, la seule logique et qui a été adoptée depuis au conseil économique et social par les représentants des syndicats ouvriers et enseignants, que le

rédacteur d'Emgleo-Breiz se livre à de curieuses omissions dans ses fiches destinées à la presse ?

En effet, l'auteur, qui prétend ne pas « émettre un avis partisan », écrit la phrase suivante : « Ainsi a-t-on vu les radicaux de la majorité, les communistes, les radicaux de gauche comme les socialistes et le P.S.U. se présenter comme décidés à mettre en place une réforme profonde des institutions régionales... ».

Cette phrase, écrite fin 77, dans un journal paraissant en Bretagne est profondément malhonnête. Comment peut-on en effet, particulièrement au nom d'une association culturelle, « oublier » dans ce domaine l'Union Démocratique Bretonne... et aller jusqu'à citer les radicaux de la majorité dont la présence en Bretagne semble connue d'Emgleo Breiz seul.

La suite de l'article est évidemment aussi partisane : c'est l'apologie d'une proposition socialiste qui, paraît-il, vise « à permettre la pleine expression des identités régionales » et donnerait un statut particulier à la Corse.

Peut-on attendre, à défaut de cohérence idéologique, un peu de pudeur ?



FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

- Le 11 février
à QUEVERT
Fest-nos avec Kistinidiz, Mardragor, Ar Festaerien, organisé par la section UDB de Dinan.
- Le 18 février
à GWANAC'H-GOMMENECH
Fest-nos organisé par « Ewid-ar-Brezhoneg ».
- à ARGENTEUIL
Fest-nos organisé par les Bretons d'Argenteuil et le Cercle Celtique « Bugale ar gwen Ti Uhel », à la Salle des Fêtes Jean Vilar ; avec M. Poulmarc'h et L. Bouillonec, Le Goff, Mme Huet et les Sonneurs de la Région Parisienne.
- Le 19 février
à SAINT-VINCENT-sur-Oust
Bal Breton à Ti-Kendalc'h, organisé par Ti-Kendalc'h.
- Le 5 mars à SAINT-BRIEUC
Fest-nos Grande salle de Robien, avec la participation de nombreux sonneurs et chanteurs, organisé par la section UDB de Saint-Brieuc.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A..... le 197.....

Adressez ce bulletin (découpez ou recopiez) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

— J.H. 20 ans, dégagé des obligations militaires, cherche emploi en BRETAGNE.

Diplômes : B.E.P. d'installateur en Télécommunications, et C.A.P. Ecrire au journal qui transmettra.

— Jeune couple, ch. travail en région 44 ou 56 en milieu commercial ou para-agricole, à partir février 78. Ecrire à Denis Riou, Le Cormier, Route de Severac, 44160 Ponchateau.



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Une et indivisible

J'ai pris connaissance pour la première fois de votre journal en 1975 au hasard d'une promenade à la gare Montparnasse alors que je venais juste d'être nommé dans la région parisienne. En effet, comme la très grande majorité des jeunes fonctionnaires, j'ai été contraint à l'exil (...) C'est à cette époque que j'ai vraiment compris les mots : exil des jeunes, désertion des campagnes, assimilation des minorités. Alsacien par mon père, Occitan par ma mère, je suis tout naturellement l'héritier de deux cultures spécifiques dont je suis fier ; pour les Parisiens, j'étais un bâtard culturel.

C'est donc en 1975 qu'a commencé pour moi le militantisme occitan, d'abord au niveau de la lutte culturelle, puis au niveau du combat politique. Je crois fermement en une Occitanie autonome et je prêche pour le régionalisme-fédéralisme ; certes, le travail ne manque pas, travail d'information d'abord car il est plus difficile qu'il n'y paraît de faire comprendre à un Limousin qu'il est Occitan et que l'ethnie à laquelle il appartient a subi pendant des siècles le joug d'un état centralisateur (...) Instruit de l'histoire de mon pays, je suis plus à même de comprendre les problèmes cruciaux de notre époque.

Je déplore les contacts trop rares entre les mouvements régionalistes occitans, bretons, catalans, corses, basques et alsaciens. De meilleurs rapports malgré les idéologies très différentes ne pourraient que servir la cause commune que je pourrais résumer en ces mots : destruction de l'état centralisateur, réhabilitation totale des cultures régionales et restructuration du pouvoir dans la perspective d'une prise en main de l'économie par les travailleurs.

Je ne désire nullement entamer une polémique avec vous au sujet du soutien que vous apportez au PS et au PC, mais je pense sincèrement que les Bretons, pas plus que les Occitans, n'ont quelque chose à attendre de la gauche (...) Je me permettrai seulement de vous narrer une anecdote. Il y a deux ans environ, j'avais pris le train Paris-Limoges, et dans le wagon-snack j'ai rencontré par hasard l'épouse d'un député communiste limousin,

avec laquelle j'ai entamé une discussion sur l'Occitanie ; il m'a été répondu franchement : « La France est et restera telle que l'histoire l'a faite, une et indivisible »... Pas de commentaires. Bien sûr, ce n'est qu'une anecdote, mais assez significative de la pensée des hommes dits de gauche (...)

Je considère que votre journal offre un des plus parfaits reflets de la vie en Bretagne, pays que j'ai eu l'occasion de visiter très partiellement il y a quelques années, et que j'adore.

I., Limoges.

Du noir pour un espoir

Bravo pour votre combat qui est aussi le mien. Mais, de grâce, ne refaites plus de couverture comme celle du numéro de décembre : elle est triste, elle me glace, et éloigne plus qu'elle n'amène les jeunes au combat breton. Vous avez choisi une couleur d'enterrement pour annoncer... un espoir, une lueur dans la nuit bretonne : le programme démocratique breton. L'U.D.B. est un parti jeune, plein de vie. Que son journal, « Le Peuple Breton », en soit le reflet. La tristesse, en couverture de journal ou sur la figure des militants bretons, cela ne paye pas.

D. Thenadey, 35-Bonnemain.

Réconcilier l'homme et la nature

Bien que sensibilisé depuis très longtemps par les problèmes bretons, je suis un récent, mais très fervent lecteur de votre journal. Je suis étudiant en agronomie à Rennes, et je me refuse jusqu'à présent à rejoindre votre mouvement en raison de mes tendances fortement écologiques. A ce propos, je suis ravi de l'intérêt qu'y porte votre journal. Je déplore cependant dans votre dernier numéro l'analyse sommaire et erronée des thèses écologistes par Fanch Kerrain. Selon lui, la France des écologistes serait faite d'un vaste désert humain autour d'une région parisienne monstrueuse. A mon sens et à celui des écologistes sérieux, le dessein de l'écologie est de réconcilier l'homme et la nature. De ce fait, il est nécessaire

de mettre fin aux conurbations invivables et d'aménager les villes moyennes (50 000 habitants) dont la Bretagne est bien pourvue. Pour arriver à cela, il est préférable de donner aux régions une autonomie véritable, et c'est là que je rejoins votre combat.

Je vous souhaite le plus grand succès en mars 1978.

Marcel Marc, Rennes.

Ils le disent

(...) Je vous demande de m'envoyer « Le Peuple Breton » qui est pour moi une bonne dose d'air breton chaque mois. C'est marrant, par ici nous sommes pas mal de Bretons loin de notre terre et les non-Bretons, les Français, nous disent souvent (les camarades de lycée en particulier) : « D'abord, vous les émigrés... La Bretagne on devrait la scier et vous envoyer au large ». Ils ne disent pas ça méchamment, mais ils le disent. De toute façon, entre nous, on serait bien tranquilles au milieu de l'océan.

P. Machuel, 60-Thourotte.

Où est le terrorisme ?

Que d'attentats subis par les lecteurs de journaux en ce moment ! Le terrorisme fait recette, on bouffe du terroriste à longueur de pages, de l'allemand, du palestinien, du breton, du corse. Du terroriste, on en veut, et on en veut d'autres encore ; la chasse est ouverte, les chiens sont lâchés.

"LA GALETTE BRETONNE"

BOULZENNEC Joël

92^e, rue Desmoulins

44300 NANTES

Remettra 15 % de la recette aux organisateurs qui lui permettront de travailler lors de toutes fêtes, fest-noz, etc...

Galettes, crêpes, saucisses, merguez...



Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Alimentaires

Faites

confiance à...



EUROMARCHÉ
une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)

J'ai choisi ma voie : ce n'est pas celle de Baader ; ce n'est pas non plus celle de la gauche hexagonale : c'est celle du socialisme et de la liberté en Bretagne. Mais attention : je vais citer quelques exemples d'un terrorisme sournois, exemples symboliques bien sûr car tout citer prendrait bien trop de place :

- l'annexion de la Bretagne à la France et la manière française d'observer le traité de 1532 ;
- le parisianisme et la décentralisation vers des régions factices comme Pays de Loire ou Rhône-Alpes ;
- la langue bretonne assassinée ;
- l'implantation sauvage de centrales nucléaires (Malville, Flamanville...) ;
- les implantations militaires (Ti Vougeret, Larzac...) ;
- l'intervention des chars russes à Prague ;
- le Chili de Nixon-Kissinger-CIA-ITT-Pinochet ;
- la condition d'Indien aux USA ;
- les rafles anti-FLB ;
- le chômage.

Tout ça n'est-il pas du terrorisme ? N'est-ce pas une forme de terrorisme silencieusement accepté par la majorité des Bretons et des Français ? L'information ou le refus d'informer par la presse écrite et audio-visuelle n'est-elle pas aussi une forme de terrorisme ? (...) Supprimer le terrorisme de Baader ou du FLB c'est d'abord supprimer le terrorisme (élevé au rang d'institution) de messieurs Schmidt, Giscard, Carter, etc...

Je me pose des questions : où sont les otages, où est le terrorisme ?

D.L., Vannes.

IMPRIMERIE

8-10, route de Quimper

BREST

LE GRAND

Tél. 02.03.89

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 30 F (1)
étranger : 40 F (1)
de soutien : à partir de 50 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 55 F (1)
A partir du N° Inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.
mandat lettre (1)

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

POBL VREIZH

en langue bretonne

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 30 F. (1)
étranger : 40 F. (1)
de soutien : à partir de 50 F. (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 55 F. (1)
A partir du N° Inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.
mandat lettre (1)

C.C.P. RENNES 2746-79

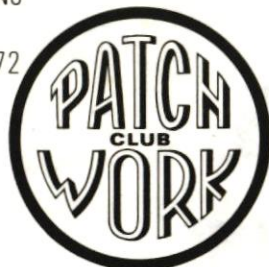
ASSERPE

Président : A. TANGUY
Docteur en Droit
Association loi 1901,
SANS BUT LUCRATIF
B.P. 503 - 35006 RENNES Cédex

Défense de l'environnement,
expertises de toutes natures
avant et après acquisitions

3 expertises GRATUITES par an aux
Adhérents de la Catégorie B.
(Réduction aux Membres de l'U.D.B.)

LES EMBRUNS
BÉNODET
Tél : 91.07.72



OUVERT
TOUTE
L'ANNÉE

UNIONS C.R.M.

Centre Régional des Mariages

BRETAGNE

12, Quai Duguay-Trouin
35000 RENNES Tél : (09) 79 32 17

- Veuf, 48 a., directeur assur., 1,78 m., sport., 7 000 m., renc. D. agréable aimant voyages. Accepte enfants.
- Infirmière, 23 a., seule, jolie, souriante, simple, désire mariage.
- Directeur, 47 a., div. prof., 1,74 m., voit., maison, 7 000 m., dés. mar. D. sincère. Accepte enfants.
- Vétérinaire, cél., 32 a., Imp. revenus, T. B. phys., mil. aisé, franc, sensible, ép. J.-F. sérieuse, b. éducation.
- Nadia, cél., 32 a., médecin, 1,50 m., douce, jolie, dés. mariage H. sérieux.
- Veuve 42 a., S. P., ayany souffert, 1,53 m., affect., soignée, économe, renc. M. sérieux, stable.

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

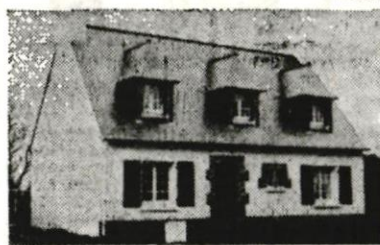
LA BIGORNE

Discothèque

CONCARNEAU

TOUS LES JOURS, SAUF LE LUNDI

L'entreprise GUERROT



— Plus de
30 ANS D'EXPÉRIENCE
— Un seul souci :
BIEN CONSTRUIRE
— Un seul but : améliorer
VOTRE CADRE DE VIE

Siège social S.A.R.L. Guerrot
5, rue Mme de Sévigné, 90.10.91
Ergué-Armel - QUIMPER

BUREAUX D'INFORMATION :
CONCARNEAU : 24, avenue Alain-Le Lay, tél. 97.18.57
PONT-L'ABBE : 9, rue Jean-Jaurès, tél. 87.09.45
DOUARNENEZ : 1, rue du Centre, tél. 92.24.84

BON pour un catalogue gratuit

NOM
Adresse

LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix
Musique tous les choix

3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO

CAFÉ du CENTRE

BATTITTEN OCHTATIA

BAPTISTE LE BASQUE

Ouvert jusqu'à une heure

SAINT-SERVAN

Jacques BRIANT

UN VRAI PROFESSIONNEL

Pépiniériste-Cultivateur

Spécialiste de la vente par
correspondance
et de la vente sur place à la jardinerie

CATALOGUE GÉNÉRAL

entièrement en couleurs
sur simple demande (gratuit)
aux pépinières Jacques Briant s.a
49480 Saint-Sylvain d'Anjou - Tél. (41) 80.20.34

BON à DÉCOUPER pour un catalogue gratuit

NOM :

ADRESSE :

code postal

Date :

Bureau distributeur

SIGNATURE :

LE PEUPLE BRETON

Edito

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

VOTEZ U.D.B. C'EST URGENT!

Il y a des gens qui tiennent le raisonnement suivant : « Bien sûr, les analyses que développe l'U.D.B. sont convaincantes ; c'est vrai que la situation de la Bretagne s'aggrave, que sa jeunesse continue à partir pour éviter le chômage, que son économie est fragile, qu'on ne lui offre depuis des années en guise de développement que des gadgets, des solutions inacceptables comme la proposition de tout miser sur le tourisme ». D'autres vont plus loin ; avec nous ils admettent que le problème breton est spécifique, qu'il ne peut se résoudre comme une simple question régionale, qu'à l'économie il joint une dimension culturelle et historique ; ils admettent qu'il est un peuple breton, avec sa vie propre, ses aspirations propres et une conscience croissante non seulement de son existence, mais aussi de son sous-développement. Un peuple opprimé comme le sont encore bien des peuples de l'Europe, ayant avec l'état central des relations de type véritablement colonial. Certains enfin conviennent que les propositions du « Programme Démocratique Breton » marqueraient, si elles pouvaient être appliquées, un progrès considérable. En matière d'industrie et d'énergie, que les richesses réelles de la Bretagne soient mises à son profit et non plus exploitées ou gaspillées. Que les très importants secteurs de l'agro-alimentaire et des activités maritimes cessent d'être perçus comme marginaux et voués à la liquidation. Ils conviennent avec nous qu'on peut concilier industrialisation et respect des sites si l'on cesse de considérer la voie capitaliste et ses méthodes comme inéluctables. Ils sont en accord avec les projets qui sont les nôtres en matière d'institutions démocratiques, que seul un statut d'autonomie pourra garantir dans la perspective du passage de la France au socialisme.

Seulement ces gens ajoutent : « Ce que l'U.D.B. dit est vrai, mais, pour des raisons d'urgence et d'efficacité, il vaut mieux voter pour un parti français de gauche, de plus vaste audience, P.C. ou P.S. ».

Est-il d'abord nécessaire de rappeler que voter pour les candidats de l'U.D.B., c'est bien voter pour la gauche ? Tout le monde a fini, bon gré mal gré par l'admettre...

Mais c'est aussi voter utile, et c'est un vote urgent : le peuple breton ne peut supporter cinq années de

plus le règne de la droite, l'influence des notables quémandeurs de subventions maigrichonnes. En ce sens, les disputes au sein de la gauche française sont inadmissibles et nous nous refusons pour notre part à prendre parti. Bien sûr, nous avons notre analyse ; nous voyons qu'un P.S. seul au pouvoir n'aura pas la possibilité, même s'il en avait réellement la volonté, de procéder à des changements majeurs, à des réorientations décisives. La loi « Le Pensec » par exemple ne sonne pas neuf, n'a pas grande signification dans la mesure où elle n'envisage pas les moyens économiques pour permettre aux travailleurs de rester vivre en Bretagne. Mais nous ne pouvons accepter la sérénité du P.C. devant la perspective de perdre en mars : c'est sans doute concevable en France, ça ne l'est pas en Bretagne. Le problème breton est trop aigu, il est trop urgent, son évolution d'année en année est trop visible. Dans cette course contre la montre que nous livrons, chaque année de perdue sera d'autant plus difficile à remonter.

Voter pour un parti de la gauche française, est-ce, dans ces circonstances de division faire un vote véritablement utile ? Nous ne nous prêtons, pour notre part, ni aux contacts douteux, ni aux calculs d'apothicaires. Notre position est claire : quand nos candidats ne seront pas en tête de la gauche au premier tour, ils se désisteront pour le candidat de gauche le mieux placé.

Ajoutons qu'il existe, en 1978 comme en 1973, des voix bretonnes de division. Il y a cinq ans, c'étaient les candidats du S.A.V., disparus peu glorieusement depuis. Cette fois il s'agit du Front Autogestionnaire Breton, formation électorale née depuis peu à l'initiative du P.S.U. Dans ce nouveau lieu aussi on se dit autonomiste, avec des nuances selon les circonscriptions. L'U.D.B. a par trois fois rencontré à ce sujet le P.S.U. et n'a trouvé, il faut le dire, un semblant de terrain d'entente qu'avec les instances nationales de ce parti. En Bretagne, outre le confusionnisme, c'est bien l'a priori anti-U.D.B. qui fut l'attitude la plus évidente...

L'U.D.B. est aujourd'hui le parti breton de gauche. Voter U.D.B. est bien le seul vote utile et efficace pour qui veut voter une fois pour la gauche, et une fois pour la Bretagne.

UDB